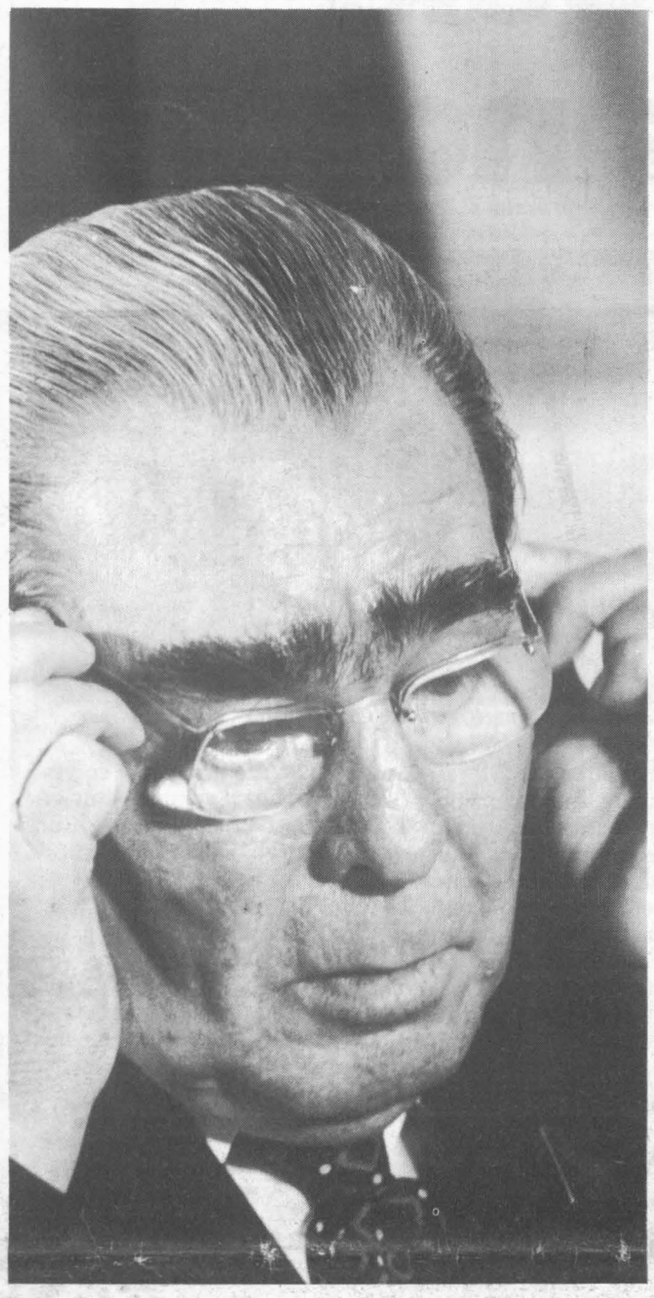
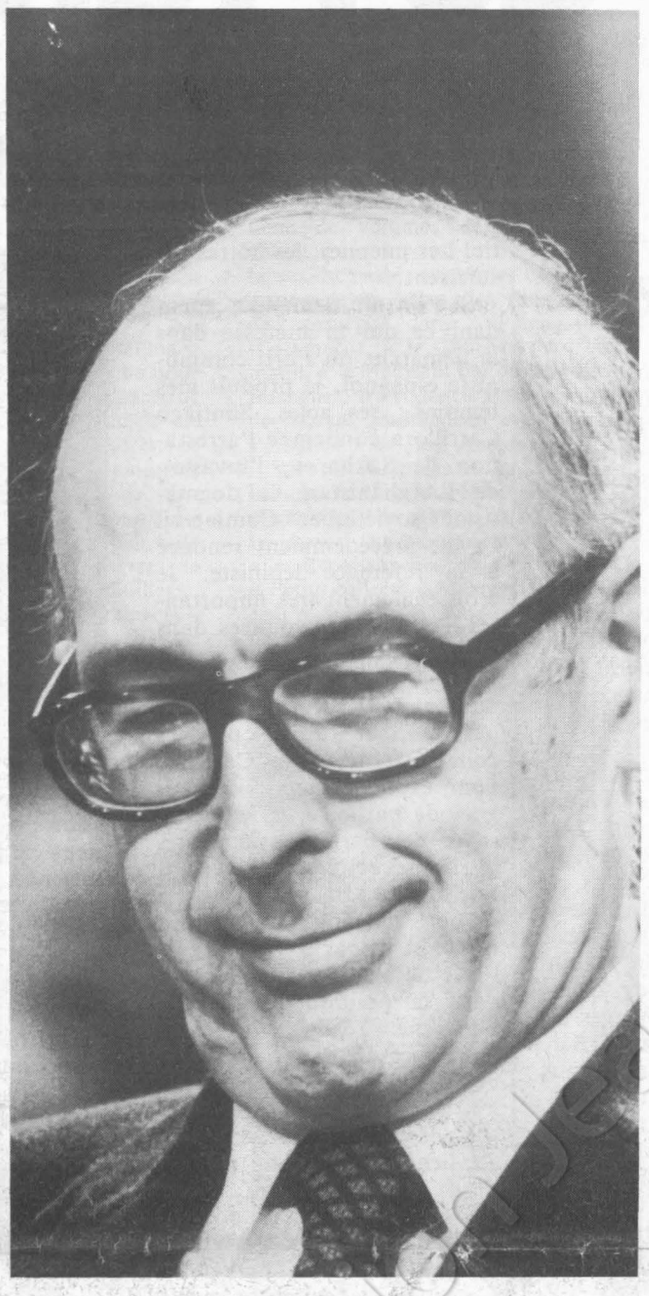
l'unité

M 2805 - N° 384 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 23-29 mai 1980





La chronique de François Mitterrand (page 2)

Madrid, Varsovie ... sans oublier Kaboul (page 3)

Le front de classe existe... on l'a rencontré à Massy (page 5)

Etudiants: les immigrés de l'intérieur (page 6)

Québec: il pleure sur Montréal (page 16)

Les jardiniers syndicaux vont-ils cultiver l'unité?

PAR MICHELE KESPI

13 mai-23 mai. Deux dates qui montreront au président de la République que jouer sur les divisions de la gauche, pour faire passer des projets anti-sociaux, est faire preuve soit d'un optimisme béat, soit d'une vision politique bien courte. Soit des deux. Les centaines de milliers de Français qui se sont retrouvés dans la rue le 13 mai pour défendre leur droit à la santé n'auront pas attendu une semaine pour décider de donner un second avertissement au Pouvoir. Le lundi 19 mai, jour où était rendu public le projet de convention entre les médecins et la Sécurité sociale, la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen se réunissaient pour décider des modalités d'une nouvelle journée nationale, le 23 mai, destinée à mettre en échec ce projet.

Si l'on en croit les résultats de la journée du 13 mai, on peut déjà être certain que tous ceux qui se sont retrouvés au coude à coude, ce jour-là, y seront de nouveau dix jours plus tard : les salariés dont on s'enorgueillissait, au patronat et ailleurs, d'avoir lassé la combativité, sont en train de montrer qu'ils ne laisseront pas toucher à la Sécurité sociale.

Première victoire du 13 mai : la loi Berger, prévoyant, entre autres, la privatisation au profit de compagnies d'assurances d'un certain nombre de risques couverts par la Sécurité sociale, et l'aggravation de la tutelle du gouvernement sur cette dernière, risque de mourir avant d'avoir vu le jour. Les travailleurs ont, par leur action, imposé le retrait à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du projet de loi qui aurait dû être discuté avant l'été.

Seconde victoire de cette journée, et non la moindre : son succès. Les trois grandes centrales syndicales — C.g.t., C.f.d.t., Fen — qui appelaient à l'action ont été entendues. Certes, les mots d'ordre étaient différents : la C.g.t. appelait ses fédérations et ses unions régionales à vingt-quatre heures de grève. La C.f.d.t. laissait le choix des modalités d'action à ses organisations. La Fen soulignait la nécessité de participer à toute action unitaire. Quant aux adhérents de la C.g.c., de la C.f.d.t. et de F.o., ils étaient libres de leurs mouvements. Mais, quelle que soit la forme d'action choisie, la participation a été massive. On peut aujourd'hui dresser un bilan partiel, mais significatif.

Sur le terrain, plusieurs cas de figure. Certains départements comme la région parisienne, la Vienne, la Loire, l'Ille-et-Vilaine ou l'Hérault ont choisi les formes préconisées par la C.g.t. : vingt-quatre heures de grève et une heure de manifestation. Dans d'autres régions, comme la Loire-Atlantique, la Somme ou l'Indre-et-Loire, les organisations ne se sont pas mises d'accord sur un défilé commun, mais ont cessé le travail vingt-quatre heures ensemble, rejointes, dans la Somme, par la C.f.t.c. et la C.g.c. Ailleurs, on a vu des manifestations unitaires et des arrêts de travail variant de deux à vingt-quatre heures. C'est le cas de l'Isère, des Côtes-du-Nord, du Finistère ou du Morbihan. Et évidemment, adhérents de la Fen et mutualistes n'étaient pas les derniers au rendez-vous.

Ampleur, donc, de cette manifestation. La C.g.t., après avoir reçu des informations venant des départements où elle est fortement implantée — comme les Bouches-du-Rhône, l'Ille-et-Vilaine ou la Seine-Maritime — estimait, lundi, « que le nombre de grévistes avait doublé si l'on comparait le 13 mai au 24 avril ». Mais aussi, des éléments nouveaux sont apparus. Phénomène non négligeable lorsque l'on connaît les difficultés de la syndicalisation dans ce secteur, les employés des P.m.e. ont débrayé beaucoup plus que d'habitude. Un responsable C.f.d.t. des pays de Loire fait état de cette mobilisation nouvelle dans sa région, où des travailleurs de petites entreprises se sont mis pour la première fois en grève, deux heures, trois heures, voire cinq heures le 13 mai.

Il faut dire que le gouvernement, dans ses attaques contre la Sécurité sociale, n'y était pas allé avec le dos de la cuillère. Outre la loi Berger, il voulait imposer un ticket modérateur d'ordre public qui laisserait à la charge des assurés entre 5 % et 12 % des dépenses non remboursées par la Sécurité sociale. Si les mutuelles n'avaient pas refusé d'appliquer le décret, la mesure serait entrée en vigueur le 1er mai. De l'avis de nombreux syndicalistes, cette dernière attaque a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et a déclenché cette action sans précédent.

Dans ce contexte de vigilance, la convention médicale, qui doit être soumise au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie le 23 mai, ne peut, comme l'espère le Pouvoir, passer telle une lettre à la poste. De quoi s'agit-il ? Tout simplement, comme l'ont expliqué Edmond Maire et Georges Séguy, lors de l'émission « Cartes sur table » qui les réunissait le lundi 19 mai sur Antenne 2 avec André Bergeron, d'instituer « une médecine de riches et une médecine de pauvres ». Soins minimaux d'un côté. Soins plus sophistiqués de l'autre. A l'heure actuelle, sur soixante-dix mille médecins, neuf mille sont conventionnés avec un droit au dépassement des tarifs. De sorte que 90 % des assurés sont remboursés à 75 %.

La nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale prévoit que tous les praticiens qui le souhaiteront pourront être hors convention mais les salariés seront toujours remboursés sur le tarif conventionnel. La conséquence arrivera vite : d'un côté des médecins conventionnés, travaillant par la force des choses, à l'acte et à toute allure, puisque contraints à un tarif bas. De l'autre, des médecins mieux payés, disposant de plus de temps... pour ceux qui peuvent payer. Une discrimination de plus. Et une régression grave. La C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, lorsqu'elles se sont rencontrées, rue Lafayette, à 15 heures, le lundi 19 mai, sont tombées immédiatement d'accord : « Si ce projet de convention était adopté, il aurait des conséquences graves sur la santé et le pouvoir d'achat des travailleurs... Le 23 mai une immense protestation contre ce projet et la volonté déterminée d'imposer le respect du droit à la santé doit s'exprimer à travers tout le pays dans une action de caractère national coordonnée. Ce temps fort de la lutte sera marqué par des rassemblements de masse à Paris et en province, devant les caisses de Sécurité sociale ou les préfectures, appuyées par de puissants arrêts de travail décidés au niveau des entreprises. »

Cette fois la machine syndicale unitaire semble repartie. Ce qui ne signifie pas que l'on retrouvera les grandes heures de l'unité d'action après l'accord passé entre la C.g.t. et la C.f.d.t. en juin 1974. Les divergences d'analyse sur les points d'importance — comme les difficultés du syndicalisme, par exemple — restent trop profondes. Mais chacun souhaite des actions unitaires sur des points ponctuels et concrets. Georges Séguy, lors de l'émission « Cartes sur table », a appelé de ses vœux de « nouvelles initiatives unitaires ». Edmond Maire a souhaité que « l'on mette de côté tous les préalables... et que l'on agisse de façon à ce que le plus de monde possible participe à l'action ». Il a d'ailleurs annoncé que sa confédération lancerait des actions sur les bas salaires entre les 2 et 6 juin, « si possible avec la C.g.t. ». Dès le lendemain, on disait rue Lafayette qu'il y aurait sûrement action commune sur ce point.

Cette recherche d'une unité, même partielle, constitue-t-elle un tournant ? Résistera-t-elle à une campagne présidentielle où la gauche se présentera divisée ? On ne peut, pour le moment, que souligner la réponse de Georges Séguy à une question sur les mots d'ordre que lancerait sa centrale si deux candidats de la gauche se présentent. La C.g.t., a-t-il dit devant des millions de téléspectateurs, se contentera de « cultiver, comme Candide, son jardin syndical... »

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Pour le quotidien socialiste

Je souscris un abonnement d'un an :.....
au nom de :.....
adresse : .....
.....
au tarif de lancement : F 480 □
ou abonnement de soutien (à partir de F 1 000) F :.....

Signature :

Règlements par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de « Trésorerie P.S. - Compte Presse » adressés 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris.

Règlements par virement à l'ordre de Trésorerie P.S., Compte Presse, BCCM, 12, place de la Bourse 75002 Paris, Compte N° 02 2310 06597 1.

La chronique de François Mitterrand

Samedi 17 mai

MES relations avec Santiago Carrillo ne datent pas d'hier. J'ai raconté naguère les curieuses circonstances de notre première rencontre, à Bucarest, où Nicolas Ceaucescu l'avait accueilli ou plutôt recueilli après son expulsion de France par le gouvernement Pompidou. Moscou lui reprochait alors l'éviction du général Lister, homme de confiance des dirigeants soviétiques, qu'il avait remplacé à la tête du Parti communiste espagnol. Devait s'ensuivre une longue brouille qui dure encore. Toujours au temps de son exil, je l'ai revu, parmi les siens, à Blanc-Mesnil, quand Valéry Giscard d'Estaing eut levé l'interdit. Depuis son retour en Espagne, d'autres occasions nous ont été fournies de reprendre, notamment à Belgrade l'autre semaine et à Madrid ce vendredi, un dialogue cordial dont je puis dire qu'il se dispense de faux-semblants. Ni l'un ni l'autre nous ne cherchons à passer pour ce que nous ne sommes pas. Je suis de mon camp. Il est du sien. Mais nous restons l'un et l'autre convaincus que la victoire des forces populaires passe par l'union ou la réconciliation des partis de la gauche. Carrillo sait la solidité de nos liens avec le Parti socialiste ouvrier espagnol et son secrétaire général, Felipe Gonzalez, qui sont nos compagnons et nos amis privilégiés en raison non seulement de notre appartenance à l'Internationale socialiste mais aussi de l'histoire vécue par nos deux organisations. C'est à Suresnes, en 1974, que fut créé le Psoe. Existent entre lui et nous un type de rapports, politiques et affectifs, qui n'ont d'équivalents que ceux qui nous unissent au parti portugais. Or, socialistes et communistes espagnols s'entendent mal. Les socialistes reprochent aux communistes une pratique contraire au discours. Les communistes reprochent aux socialistes leur stratégie politique. La polémique qui les oppose n'a ni l'âpreté ni la constance que l'on observe en France. Mais chacun s'enferme dans son quant-à-soi. La rivalité syndicale exaspère les concurrences et l'expérience des municipalités qu'ils gèrent ensemble ne les a pas véritablement rapprochés. Pas question d'exporter en Espagne l'union fondée sur un programme commun de gouvernement que nous avons connue et pratiquée chez nous de 1972 à 1978. Au demeurant, une fois rappelée ma solidarité avec les socialistes de ce pays, je ne me mêle pas des affaires espagnoles rendues à la démocratie. Les miennes, les nôtres me suffisent.

Si l'on me demande cependant ce qui m'intéresse dans la démarche du Parti communiste espagnol, je produis mes témoins : ses actes. Santiago Carrillo a condamné l'arrestation de Sakharov, l'invasion de l'Afghanistan, le dogmatisme soviétique. Comme il l'avait précédemment renoncé à la référence léniniste. Je crois également très importantes les raisons invoquées dans le quotidien « El Pais » par Manuel Azcarate, secrétaire du P.c.e. aux Relations internationales et l'un des proches collaborateurs de Carrillo, pour expliquer le refus espagnol de participer à la conférence des partis communistes d'Europe réunie fin avril à Paris. Ces raisons sont au nombre de cinq. Par la première, Azcarate conteste l'insertion de cette conférence dans la politique des blocs, loin des réalités du tiers monde et du rôle grandissant des peuples non alignés. Par la deuxième, il lui reproche d'ignorer les différences qui s'affirment dans le mouvement communiste, qu'il s'agisse de partis au pouvoir (Roumanie, Yougoslavie) ou de partis d'opposition (Italie, Espagne). Par la troisième, il critique l'attitude qui consiste à solliciter le concours des socialistes et des sociaux-démocrates chaque fois que l'intérêt soviétique est en jeu et de le rejeter le reste du temps. Par la quatrième, il récuse l'alignement sur les positions russes dans le débat sur les fusées SS 20 et les fusées Pershing. Il déplore enfin, cinquième raison, la méconnaissance persistante des évolutions qui se produisent au sein de la gauche européenne.

On voit ainsi se dessiner plusieurs lignes de force : la défense des droits de l'homme, l'indépendance à l'égard des superpuissances, l'union et le réveil du mouvement ouvrier, l'Europe et son devenir. Bien entendu, nous avons parlé de tout cela, Carrillo et moi, à l'hôtel Melia-Castilla, vendredi, durant deux bonnes heures, jusqu'à ce qu'on vienne m'avertir, en catastrophe, que l'avion de retour commençait d'embarquer.

Dimanche 18 mai

FAUTE d'informations sur les mobiles et le contenu de la rencontre Giscard-Brejnev à Varsovie, mon hypothèse est qu'il s'agit d'une initiative de Brejnev. Ce sont ses armées qui occupent l'Afghanistan. Lui seul peut décider qu'elles en sortiront. Rien de ce qu'il a déclaré jusqu'ici ne permet de croire qu'il en a l'intention. Il est clair cependant que la proposition récente du gouvernement afghan et celle, plus ancienne, de Cuba, qui esquissent l'une et l'autre un processus diplomatique et militaire de retrait, sous conditions, des troupes soviétiques, ont reçu son aval. Y distinguera-t-on l'apparence de l'apparence d'une ouverture ? On n'imagine pas en tout cas Brejnev déplaçant, via Gierek, le président de la République française pour se contenter de lui dire : je reste à Kaboul. On n'imagine pas davantage Valéry Giscard d'Estaing prenant sur son temps, sur ses devoirs, sur la solidarité de l'Occident et sur la réputation de la France, pour s'entendre communiquer ce qu'il savait déjà. On se souvient qu'il a fini après un temps de réflexion que certains ont trouvé long — treize jours —, par dénoncer « l'inacceptable » intervention militaire de l'U.r.s.s. Sauf si Brejnev attend de son interlocuteur qu'il accepte en mai l'inacceptable de janvier, j'en conclus qu'il a quelque chose de nouveau à lui dire, quelque chose de plus que le plan afghan repoussé par les Occidentaux, quelque chose d'autre que le plan cubain demeuré dans les limbes. Mais quoi ? C'est à cette question que Valéry Giscard d'Estaing devra répondre.

François Mitterrand, Manuel Azcarate et Santiago Carrillo vendredi dernier, à Madrid.

Lundi 19 mai

JE conçois que M. Brejnev ait choisi de parler à la France. Les relations traditionnelles de nos deux pays, les attentions répétées du gouvernement français à l'égard du Kremlin depuis le début de la crise afghane — présence de notre ambassadeur sur la place Rouge au défilé du 1er mai, décision du Comité olympique français de participer aux Jeux, réception à chaud de M. Gromyko à Paris — et, en feston, ces fâcheries enrubannées, ces réprimandes fleurant le madrigal, ces caressantes inflexions de nos voix officielles pour prononcer condamnation, tout désignait à l'avance le correspondant idéal pour le jour où Moscou aurait besoin d'un partenaire à l'Ouest : Valéry Giscard d'Estaing.

Je ne m'en plaindrai pas. Car s'il y a message de paix, l'Afghanistan rendu à son droit de disposer de soi, j'applaudirai. Mais s'il n'y a rien ? On n'apercevra plus que l'arrogance russe et l'imprudence française.

Mardi 20 mai

Il n'y a rien.

Mercredi 21 mai

QUE le chef de l'Etat ait réservé la relation de son voyage à d'autres qu'aux joyeux habitants de Saxon (qu'on appelle là-bas saxonnais), ses commensaux d'un soir, au bas d'une colline dont l'inspiration aurait quelque intérêt à se renouveler, fort bien. Je comprends moins qu'il ait préféré informer MM. Carter et Schmidt avant le Parlement français. Qu'on ne m'oppose pas la courtoisie due aux alliés. S'il fallait prendre langue avec eux, c'était avant et non après.

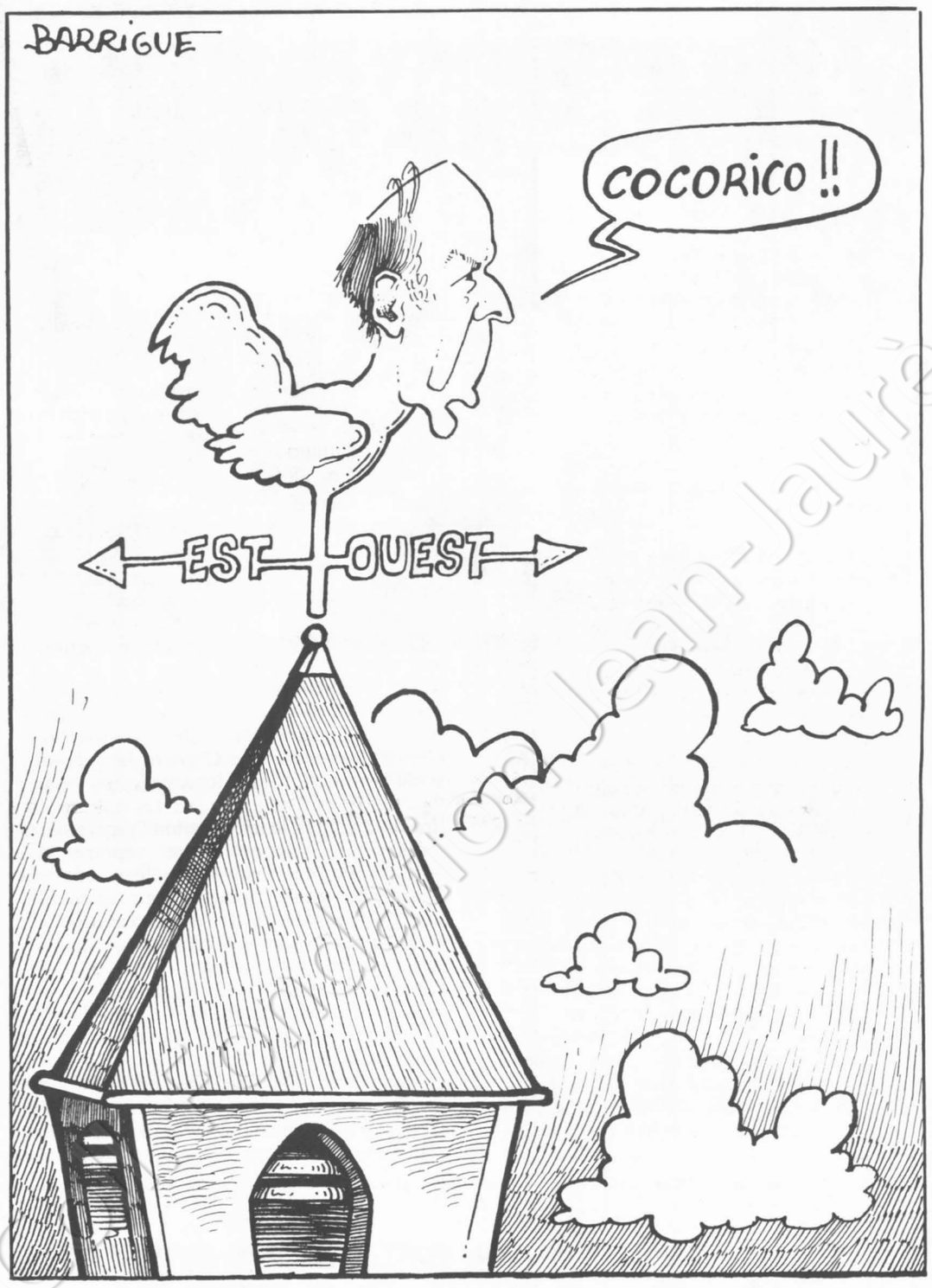
A ce propos les critiques que je porte sur l'impréparation, côté français, de la rencontre polonaise ne vont pas jusqu'à dénier au président de la République le droit d'agir de son propre chef. En de nombreuses circonstances, ni Kissinger, ni Ford, ni Carter, ni hier encore Muskie, n'ont consulté la France, quand c'eût été la moindre des choses. On sait depuis trois mois qu'Helmut Schmidt projette de se rendre à Moscou. Cela prouve tout simplement que l'alliance Atlantique marche mal. Tous et chacun l'affaiblissent tour à tour. Je tire de la situation présente la conclusion qu'il serait temps de réunir les responsables de l'Alliance afin de repenser ses objectifs et son fonctionnement. Si une conférence au sommet s'impose, c'est bien celle-là.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Madrid, Varsovie ... sans oublier Kaboul

S'il s'agit bien de rétablir le dialogue entre l'Est et l'Ouest, la rencontre de Madrid – entre socialistes et communistes condamnant sans appel l'intervention soviétique – est plus féconde que celle de Varsovie où le coup de Kaboul semble être passé par profits et pertes

PAR CLAUDE ESTIER



Peut-on imaginer que le président de la République française ne soit allé rencontrer Leonid Brejnev que pour faciliter sa propre réélection en 1981 grâce à la double bienveillance du Parti communiste et de l'ambassadeur de l'Union soviétique à Paris ? Même s'il est évident que chacun des actes de Valéry Giscard d'Estaing s'inscrit dans le cadre d'une campagne électorale, déjà ouverte, il serait simpliste de ramener son voyage à Varsovie à cette seule préoccupation. D'autant que de ce point de vue même ce voyage n'est pas sans risque. S'il se confirmait en effet que le chef de l'Etat n'a rien obtenu du premier Soviétique, qu'il n'a fait en réalité que donner à celui-ci le ballon d'oxygène dont il avait le plus grand besoin, Giscard d'Estaing aurait à redouter un effet boomerang dans son propre électorat. Les commentaires sévères de plusieurs journaux généralement proches du gouvernement laissent déjà présager la nature des griefs auxquels il aurait à répondre.

Cela ne signifie nullement que sa décision d'aller rencontrer Brejnev était condamnable. A nos yeux en tout cas, elle ne l'était pas a priori. Soucieux que nous sommes de voir s'apaiser les causes de la tension internationale et se recréer les conditions d'un dialogue constructif pour la détente et la paix, nous n'avons pas à l'avance porté de jugement négatif sur la rencontre de Varsovie. Lionel Jospin a fort bien exprimé la pensée des socialistes en soulignant qu'une telle rencontre se juge à ses résultats concrets.

Faux suspense

A en croire les déclarations officielles le principal de ces résultats serait l'accueil plus ou moins favorable des Soviétiques à la proposition giscardienne d'un « sommet » des grandes puissances, qui, pour des raisons de calendrier, ne pourrait se tenir avant le début de 1981, c'est-à-dire dans huit ou dix mois. Si le bilan s'arrêtait là il serait bien maigre, compte tenu du fait qu'on ne voit pas pourquoi les Soviétiques, dont l'un des objectifs essentiels est de renouer, malgré l'Afghanistan, le contact avec les Occidentaux, refuseraient aujourd'hui le principe d'un tel « sommet », même si celui qu'ils proposaient eux-mêmes devait réunir tous les chefs d'Etat et pas seulement les huit ou dix « principaux responsables », selon la formule de Giscard d'Estaing.

Il est donc difficile de croire que ce soit pour ce seul résultat que le président de la République ait accepté, il y a plusieurs semaine déjà, la suggestion du Polonais Edward Gierek d'organiser une rencontre entre Brejnev et lui. Rencontre à laquelle le secret qui a entouré sa préparation et le faux suspense entretenu à son sujet pendant quarante-huit heures ont donné un caractère encore plus spectaculaire provoquant par là même une attente d'autant plus grande dans l'opinion.

En quittant Varsovie lundi soir, Giscard d'Estaing a affirmé que ses trois heures d'entretien avec Brejnev avaient été « utiles » car elles avaient permis de fournir de part et d'autre des explications au plus haut niveau. Certes, mais le niveau mis à part, ces explications pouvaient-elles être très différentes de celles échangées quinze jours plus tôt entre les ministres des Affaires étrangères Jean François-Poncet et Andréi Gromyko lors de la venue de ce dernier à Paris ? On a dit qu'entre temps Giscard d'Estaing avait obtenu des assurances sur le fait que des Soviétiques feraient un geste sur l'Afghanistan. Apparemment il n'en est rien. Et à vrai dire, on imagine mal quel pouvait être ce geste.

Si l'on admet que l'intervention en Afghanistan en décembre dernier, décidée à Moscou après de longues hésitations, était, non pas une étape d'une longue marche de l'Armée rouge vers le golfe Persique mais qu'elle était dictée par la volonté de conserver militairement, faute d'avoir réussi à le faire par les seuls moyens politiques, le contrôle d'un pays où les Soviétiques estiment leur présence indispensable à leur sécurité, on peut difficilement concevoir qu'ils soient prêts six mois plus tard à battre en retraite, simplement pour fournir au président de la République française l'occasion d'un succès diplomatique.

Ce qui est vrai en revanche c'est que depuis six mois les Soviétiques ont pris conscience des conséquences extrêmement négatives pour eux de leur intervention à Kaboul : ratification des accords Salt II ajournée, conférence sur la sécurité en Europe compromise, perte de prestige dans le tiers monde, remontée d'un sentiment anti-soviétique dans le monde musulman, rapprochement entre les Etats-Unis et la Chine, les jeux Olympiques de Moscou menacés, sans parler des condamnations exprimées dans une partie du mouvement communiste européen. La note est lourde surtout si l'on y ajoute que la situation n'est toujours pas clarifiée en Afghanistan même où les troupes soviétiques se heurtent à une résistance persistante. Le Kremlin multiplie donc les initiatives pour tenter de rompre son isolement : le chancelier Schmidt est invité à Moscou pour le début juillet, Andréi Gromyko rencontre à Vienne le nouveau chef du Département d'Etat américain, Boris Ponomarev lance à la conférence communiste de Paris, organisée par le P.c.f. et le parti polonais (déjà !), un appel au dialogue avec les socialistes et les sociaux-démocrates européens, enfin Brejnev ouvre une brèche de taille dans le mur de l'alliance occidentale en obtenant de Giscard d'Estaing qu'il vienne le rencontrer à Varsovie sans rien lui offrir en échange.

Sans doute Giscard d'Estaing peut-il faire valoir qu'il n'a pas modifié la position de la France, précisément sur l'affaire d'Afghanistan à propos de laquelle, a-t-il été dit officiellement, « les points de vue restent éloignés ». Mais l'intervention à Kaboul avait été jugée par le gouvernement français « inacceptable ». Il faut bien admettre que six mois plus tard il l'accepte en fait, puisqu'en proposant son sommet des Grands pour 1981 Giscard d'Estaing ne pose pas comme condition que les Soviétiques se soient retirés même partiellement d'Afghanistan mais seulement que « tout soit fait d'ici là pour éviter d'accroître les causes de tension internationale ».

La rencontre de Madrid

Cette façon de passer Kaboul par profits et pertes constitue-t-elle le meilleur moyen de recréer un climat de détente en Europe ? On peut en douter et c'est en fonction de ce critère qu'il convient de juger sans parti pris, mais sans complaisance le voyage de Giscard d'Estaing à Varsovie. Etant entendu que l'opinion française est en doit d'attendre sur la signification de celui-ci des informations plus précises que celles données mercredi par Jean François-Poncet à l'Assemblée nationale sans qu'aucune question ait pu lui être posée.

La nouvelle de la rencontre de Varsovie n'était pas encore connue quand, vendredi dernier à Madrid, François Mitterrand s'est entretenu successivement avec Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo. Mais c'est bien aussi le souci commun de contribuer à réduire la tension internationale et les menaces sur la paix qui a été au centre de ces conversations. C'est que, faisant suite à la rencontre Mitterrand-Berlinguer, le 24 mars dernier à Strasbourg, l'entretien entre le Premier secrétaire du P.s. français et le secrétaire général du P.c. espagnol a permis de souligner à nouveau le rôle que peuvent jouer dans les circonstances actuelles les Partis socialistes et communistes qui à la fois se réclament du mouvement ouvrier européen et entendent agir en toute indépendance à l'égard des deux superpuissances américaine et soviétique.

S'il s'agit bien de rétablir le dialogue entre l'Est et l'Ouest ce ne peut être en fermant les yeux sur les causes de la tension présente qui doivent être recherchées tant dans les incohérences de la politique de Carter que dans la violation par Moscou du droit du peuple afghan à disposer de lui-même. Le P.c.i. et le P.c.e., le P.s.o.e. et le P.s. qui, parmi beaucoup d'autres, ont porté une condamnation sans appel de l'intervention russe à Kaboul ne sont pas prêts à revenir sur ce jugement et pas davantage à passer l'éponge. C'est en ce sens que leur démarche est profondément différente de celle de Giscard d'Estaing qui n'est pas motivée par un grand dessein mais par le souci, dérisoire en l'occurence, d'apparaître comme l'interlocuteur privilégié des Soviétiques.

Le président de la République ne peut donc être le porte-parole des dizaines de millions de travailleurs européens profondément attachés à la détente et à la paix. Ce rôle revient conjointement aux partis qui en sont les représentants authentiques et qui, à partir d'une analyse commune, doivent maintenant préparer des initiatives concrètes. Un objectif immédiat consiste à créer des conditions favorables pour que se tienne effectivement à la date prévue de novembre prochain la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe. Le communiqué conjoint de la rencontre Mitterrand-Carrillo s'y réfère explicitement après que l'un et l'autre soient tombés d'accord sur la nécessité de préserver ce lieu de rencontre accepté de longue date par l'ensemble des pays signataires de l'acte final d'Helsinki. En agissant ensemble, socialistes et communistes européens, quels que soient les problèmes existants dans leur pays respectif, peuvent largement contribuer à briser les obstacles que l'on s'efforce aujourd'hui de dresser pour empêcher la tenue de cette conférence. Un premier mode d'action dont le principe a été retenu est de rendre publiques les convergences constatées par des articles ou des débats diffusés simultanément dans plusieurs pays.

De cette action commune ne seraient exclus que ceux qui décideraient eux-mêmes de demeurer à l'écart. On a remarqué à ce propos que la direction du P.c.f. s'est abstenue de toute polémique après la rencontre Mitterrand-Carrillo alors que quelques semaines plus tôt Georges Marchais avait réagi avec une particulière brutalité à la rencontre Mitterrand-Berlinguer. Est-ce le signe d'une évolution ou une simple adaptation à la nouvelle tactique d'ouverture des Soviétiques ? Le soutien appuyé du P.c.f. à Giscard d'Estaing allant rencontrer Brejnev ferait plutôt retenir la seconde hypothèse. Il convient sans doute d'attendre pour juger mais il est bien certain qu'une volonté politique cohérente fera davantage pour préserver la paix que des jeux subtils et sans lendemain. ●

Jean-Jaurès

Le front de classe existe... on l'a rencontré à Massy

Huit cents délégués représentant mille trois cents groupes de base ont bien travaillé pendant trois jours pour le Parti et pour la classe ouvrière

PAR GILBERT SANS



"LE Parti reposera un jour sur la double armature de ses sections et de ses groupes socialistes d'entreprise. » Rassemblant plus de huit cents délégués et représentant quelque mille trois cents groupes de base, la IVe Conférence nationale, entreprise du Parti socialiste — un succès — qui s'est déroulée à Massy (Essonne) le week-end dernier, marque l'indéniable progression du P.s. dans le monde du travail et prouve la réalité du travail d'implantation entrepris depuis le congrès d'Epinay en 1971. Toutes les fédérations, toutes les branches d'activités étaient représentées, certaines massivement comme — parmi d'autres — les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde. Cette IVe Conférence nationale donnera à coup sûr une nouvelle impulsion au travail dans un secteur vital pour une organisation se réclamant de la lutte des classes.

Les thèmes de réflexion ne manquaient pas. « C'est dans les entreprises que se gagnera la bataille politique », rappelait, sur toute la largeur de la tribune, une immense banderole. Vieux débat. Le militantisme dans les sections et groupes d'entreprise ne s'oppose nullement au militantisme traditionnel — géographique et local — mais bien au contraire doit le compléter harmonieusement, l'enrichir. Respectant scrupuleusement l'indépendance syndicale, le combat des socialistes dans l'entreprise est exclusivement dirigé contre le patronat et la droite. Le pouvoir capitaliste a son origine dans l'usine, l'atelier ou le bureau. La lutte des classes s'y exprime là avec le plus de violence. C'est dans l'entreprise que les militants socialistes côtoient les forces vives du mouvement ouvrier, les syndicats... et les cellules du P.c.f.

Le vendredi, la première journée, était entièrement consacré à l'examen de la situation dans chaque branche professionnelle, à la recherche et à la définition de nouveaux axes de luttes. Claude Germon évoquait le samedi matin la « stratégie à cinq étages » du patronat : blocage des salaires, inflation, utilisation de fonds publics, exportations de capitaux, concentrations industrielle et financière. « C'est cette stratégie qui est responsable du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat et de la dégradation des services publics qui frappent les travailleurs, déclarait le secrétaire national. La crise, c'est cette incapacité de la classe capitaliste à assurer le fonctionnement de l'économie autrement que par une dégradation catastrophique de la situation des travailleurs. »

Claude Germon dénonçait ensuite la domination des firmes multinationales à base américaine et le développement des euro-dollars à la recherche d'une rentabilité à court terme avant de faire une proposition remarquée : « Nous devrions proposer à notre Parti de réunir, sous une forme à déterminer, un petit groupe de militants socialistes exerçant des responsabilités syndicales et représentant sans aucune exclusive tout l'éventail des organisations représentatives. Aucun autre parti ne peut le faire. » Il affirmait plus loin : « Nous ne jouerions pas notre rôle si nous limitions notre intervention au domaine spécifique des revendications sociales ; l'entreprise n'est pas un ghetto pour spécialistes d'actions spécifiques. C'est le lieu de rassemblement de toutes les catégories de travailleurs à qui nous devons faire comprendre qu'à toutes leurs questions particulières les socialistes apportent une réponse globale : celle du Projet socialiste pour la France des années quatre-vingts en mobilisant le front de classe et en reconstituant l'union de la gauche... Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme. » La clarté politique a prévalu tout au long des débats intensifs de la conférence.

Dont acte. On sait que pour 1979 les profits patronaux sont en très nette hausse. Cela rend plus insupportable encore le sort fait aux travailleurs. Présumant d'un certain rapport de forces — difficultés de l'unité syndicale, désunion de la gauche — le patronat et le pouvoir giscardien ne veulent rien lâcher. « Dans les entreprises, localement ou ponctuellement, il faut des luttes acharnées pour obtenir quelque chose comme ce fut le cas à l'Alsthom, ou plus récemment avec les nettoyeurs du métro », devait dire Michel Coffineau, secrétaire national adjoint présentant son rapport spécialement consacré aux luttes, rapport qu'il développait en cinq points : survol de la situation et des luttes sociales aujourd'hui, la réponse politique à y apporter, les formes concrètes de ces luttes politiques, les rapports aujourd'hui avec les organisations syndicales, le tout suivi de quelques propositions concrètes d'actions pour les mois à venir.

Durant les trois journées de travail, les débats demeurèrent constamment d'un

Le meilleur terrain de la bataille politique

PAR CLAUDE GERMON

CERTAINS se posaient-ils la question de savoir si le Parti socialiste avait déjà, réellement, une implantation dans les entreprises et si cet enracinement militant était ou non en plein développement ?

Les huit cents délégués des sections et groupes d'entreprises les ont largement éclairés sur ce point : l'idée que « c'est dans les entreprises que se gagnera la bataille politique » est en train de gagner la conscience de tout le Parti.

La droite a fait de l'entreprise la citadelle de sa politique de classe contre les travailleurs. S'agit-il de l'exploitation économique ? Il suffit de lire quelques journaux. « Un brillant exercice 1979 pour les entreprises » annonce « le Monde » du 9 mai. Et les exemples qu'il cite nous montrent des profits en hausse d'une année sur l'autre allant jusqu'à 550 % pour P.u.k., les sociétés pétrolières n'étant évidemment pas les plus mal placées. Ce qui explique le titre du « Matin » du même jour : « 1979, un bon millésime pour la bourse. »

Cependant qu'on pouvait lire sous d'autres rubriques : « En 1979, le pouvoir d'achat de tous les salariés, y compris de ceux qui sont au Smic, a baissé. Le nombre des chômeurs a encore augmenté de 6,6 % en un an... 100 000 emplois industriels disparaîtront chaque année jusqu'en 1985... la hausse du coût du pétrole n'est entrée que pour 0,8 % dans la hausse des prix en 1979. »

Plus qu'un long discours ce rapprochement saisissant montre l'amplitude de la lutte de classes qui s'exprime de la façon la plus visible à travers la crise, utilisée comme moyen de renforcer les profits, d'internationaliser le capital, d'accroître le taux d'exploitation capitaliste, avec pour conséquence la dégradation de la situation des travailleurs.

Mais l'entreprise est aussi pour la droite le champ de la bataille idéologique. S'agit-il de chercher à intégrer les travailleurs au système ? On ressort le vieux thème de la participation, le président de la République s'adresse lui-même aux agents de maîtrise, et le patronat utilise tour à tour les armes de la persuasion par sa presse d'entreprise, de la division par la multiplication des statuts et de la répression. L'entreprise apparaît ainsi comme le champ privilégié de la stratégie politique de la droite.

C'est donc sur ce terrain que le Parti socialiste doit mener le combat politique. Non pour se substituer aux syndicats : encore faut-il soutenir leur action et mettre en perspective politique les revendications sociales.

Mais pour mettre en mouvement le front de classe, c'est-à-dire rassembler dans l'action tous ceux qui ont intérêt à détruire l'exploitation économique et la domination politique et idéologique du capitalisme, la classe ouvrière d'abord parce qu'elle est la plus directement exploitée, mais aussi les employés, les techniciens, les cadres, les ingénieurs, en créant des solidarités entre travailleurs manuels et intellectuels là où la droite cherche à diviser, émietter, parcelliser, opposer.

C'est donc toute la politique du Parti, dont le Projet socialiste pour la France des année quatre-vingt est porteur, qu'il faut faire pénétrer dans l'entreprise.

Ce n'est affaire ni de spécialistes, ni d'une avant-garde, c'est la mission de tout le Parti.

Toute la politique du Parti, tout le Parti, c'est le mot d'ordre qui est revenu le plus souvent dans les riches et nombreuses interventions à la Conférence, où la base ouvrière socialiste s'est largement exprimée.

Renforcer le Parti dans l'entreprise va de pair avec la volonté de recréer les conditions de l'union ; des milliers de communistes et des millions de travailleurs en ont assez des divisions qui servent Giscard.

François Mitterrand est venu dire aux travailleurs socialistes combien nous préférions le circuit court de l'union de la gauche au circuit long ; les délégués ont décidé de proposer à la base à nos camarades communistes l'unité d'action sur quatre axes de lutte : la Sécurité sociale, l'école, le secteur public, l'agriculture.

Mais sans attendre, les socialistes s'adresseront aux travailleurs dans les entreprises : mille meetings seront organisés en quelques jours.

Oui, « c'est dans les entreprises que se jouera la bataille politique ». Et les socialistes ont la volonté de la gagner. ●

Danièle Ascione,

A.b.g.-Semca Toulouse, Commission fédérale Entreprise.

Le G.s.e. s'est créé dans les luttes. Nous avons connu deux conflits très durs en 1978 et 1979 allant jusqu'à soixante licenciements. Nous avons fait reculer par notre combativité l'Inspection puis le ministère du Travail. Nous avons maintenant quatre-vingts adhérents sur un effectif total de quatre cent soixante-dix travailleurs. Dans le département c'est quelque chose de très important.

Nous nous sommes battus pour faire avancer la représentativité ouvrière dans le Parti. Nous avons un camarade dans l'entreprise qui vient d'être investi par le Parti pour les sénatoriales. Ce combat a d'abord été impulsé par le G.s.e. d'A.b.g.-Semca, puis est devenu l'affaire de tous les G.s.e. et sections d'entreprise du département, puis de la fédération elle-même. Nous avons prouvé — non sans rencontrer des résistances — que nous étions capables de présenter des travailleurs à des postes électifs.

Maurice Villegas,

G.s.e. sidérurgie, Creusot-Loire.

Dans les aciers spéciaux, la sidérurgie fine, il est question de supprimer dix mille emplois. Nous devrions précéder et préparer l'événement, non pas le subir, organiser une rencontre nationale des travailleurs de ce secteur, fournir des propositions au Parti. Cela stimulerait d'autre part l'activité de nos G.s.e. Cette restructuration aura de graves retombées régionales alors que le département de la Loire est déjà dans une situation déplorable.

— « L'UNITE » : Comment vont les rapports entre militants socialistes et communistes dans les entreprises ?

— Variables. Les rapports sont plus difficiles là où le P.c. est fort, où vibre encore la fibre stalinienne. Les agressions sont multiples notamment sur le problème de la nationalisation. Ailleurs, par contre, même chez certains dirigeants, on note le souci de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Creusot-Loire comprend une fraction importante de travailleurs qualifiés, donc plus conscients politiquement, plus sensibles aux perspectives politiques.

Creusot-Loire est reconnu comme un des laboratoires du C.n.p.f. dans la répression : la chasse aux délégués. J'ai moi-même fait l'objet de deux jours de mise à pied.

Gérard Hervy, Pierre Rambaud, Olivier Richard, Jean-Marie Thuillier

Snias et Alsthom-Atlantique (Saint-Nazaire)

A la Snias nous sommes un jeune G.s.e. composé de 75 % d'ouvriers. Jamais nous n'avons attaqué le Parti communiste si bien que nous apparaissons comme plus unitaires que lui.

Il y a actuellement une offensive idéologique du Pouvoir sans précédent. Par exemple dans une boîte il y a eu sept licenciements dont un copain délégué qui était militant socialiste actif. Nous sommes confrontés aux attaques tous azimuts, à la matraque patronale. Où s'arrêtera la répression ?

« L'UNITE » : Comment être socialiste dans l'entreprise dans un département où, traditionnellement, le syndicalisme prend la place de tout ?

— Sur les chantiers les copains disent : « Depuis cinquante ans on n'avait pas vu ça ! » La première fois qu'on a distribué un tract les communistes ont dit : « Tiens ça va être la campagne électorale. Dans quinze jours on les verra plus. On a tenu et régulièrement depuis trois ans on occupe le terrain. Aujourd'hui le P.c. attaque toujours le P.s. mais jamais le G.s.e. : il serait ridiculisé par les copains qui sont dans l'action ! On leur coupe l'herbe sous le pied en restant très fermement attaché à la nationalisation d'Alsthom-Atlantique.

Moi j'ai hésité longtemps à adhérer au P.s. Je voyais un P.c. très actif et tout. J'ai choisi quand j'ai vu que quelque chose avait changé en Loire-Atlantique, que tout le Parti et tous les élus étaient du côté de la classe ouvrière. Maintenant ici les élus socialistes sont très proches des travailleurs. On peut compter sur eux.

niveau élevé, où la confrontation, vivante et réelle, sut l'emporter sur la polémique et la démagogie, inutiles. Ce fut plus particulièrement le cas dans les dix commissions qui se réunirent le samedi et dont tous les comptes rendus seront publiés. Des travailleurs socialistes avaient la parole et voulaient en faire quelque chose de commun l'espace de trois jours. La parole, c'est déjà un peu du pouvoir. Ils ont montré, collectivement, qu'il était possible d'en finir, de renvoyer loin dans le passé le temps où un « prolo » débarquant seul à sa réunion de section se trouvait coincé entre trente-six professeurs et une demi-douzaine d'énarques, professionnels du verbe qui ne lui laissaient piper mot.

Il est également significatif de constater combien la presse bourgeoise a fait l'impasse sur ce qui s'est réellement passé à Massy les 16, 17 et 18 mai derniers. Comme si la droite écrite, parlée et vue ne se résignait pas à voir émerger à gauche une force politique, non stalinienne, fondée sur une base de classe, et prétendant au pouvoir.

Ce que ne dit jamais le discours nuageux du pseudo-libéralisme qui flotte sur la France — quand le « France », lui, n'y flotte plus... — c'est que l'entreprise, loin d'être un lieu de paix et de neutralité sociale, se situe délibérément au carrefour de la lutte des classes. Fondamentalement c'est là que s'exerce l'exploitation des salariés par les détenteurs des moyens de production. C'est dans l'entreprise que s'applique la politique économique et anti-sociale du Pouvoir. C'est encore et toujours dans l'entreprise que les travailleurs subissent l'aliénation, le travail en miettes, la séparation arbitraire et rétrograde entre travail manuel et travail intellectuel. Mais elle est aussi le foyer d'une intense bataille idéologique qui a particulièrement pour but de conserver au camp de la bourgeoisie la partie hésitante des couches dites moyennes, voire d'aliéner au discours dominant une partie de la classe ouvrière elle-même. Le thème de la participation constitue l'illustration type de cette offensive idéologique. Fort applaudi, un chauffeur routier du Bas-Rhin s'exprimant « au nom de tous les colleurs d'affiches » faisait justement remarquer que ceux qui détiennent le pouvoir, les « docteurs » en économie, ne savent pas ce que c'est que de terminer le mois avec vingt ou trente francs en poche. Le rôle des travailleurs socialistes n'est nullement de faire du syndicalisme à la place des syndicats, travers dans lequel tombe souvent le Parti communiste dans la mesure où à l'inverse du P.s. il n'a aujourd'hui ni projet clair, ni perspective évidente, c'est-à-dire unitaire, à proposer.

Accueilli dimanche matin par l'ensemble des huit cents délégués, auxquels s'étaient joints de nombreux militants de l'Essonne, François Mitterrand déclarait notamment : « Il ne peut y avoir de victoire politique tant que nous n'aurons pas enraciné plus encore le Parti socialiste dans les entreprises. Nous devons être représentatifs des couches sociales que nous entendons représenter... Le principal obstacle rencontré par la direction du P.c. est la conscience de classe des travailleurs. Nous n'avons pas à nous occuper de savoir ce que veut une direction communiste débranchée de sa base... On a le choix : le circuit long ou le circuit court. Si nos partenaires ne veulent pas de l'union, le monde du travail prendra encore du retard et le circuit long sera payé par tant de souffrances que je serais scandalisé de voir des responsables politiques d'autres partis dits de gauche choisir ce circuit long... seule la victoire politique permettra de traduire dans les faits les mille et une victoires remportées par les travailleurs dans les entreprises. »

Certes une conférence nationale ne peut suffire, comme par un coup de baguette magique, à régler tous les problèmes en suspens : politiques et organisationnels. Les socialistes doivent encore intensifier leur implantation sur les lieux du travail. La pluralité syndicale des S.e. et des G.s.e. devrait le permettre, cette capacité de rassembler des militants de différents syndicats est fort bien perçue par les travailleurs. « Capacité unique », comme devait le rappeler Anne Tregouët, secrétaire nationale adjointe, ajoutant que « le secteur entreprise représente le fondement de classe du Parti socialiste. Pour cela il faudra encore plus de représentants de la production et du secteur entreprise dans les instances dirigeantes et parmi nos élus ». Alors que les travaux de la conférence touchent à leur fin, Claude Germon remonte à la tribune et, après avoir proposé que se déroulent, la même semaine, mille meetings socialistes dans mille entreprises différentes, pose une simple question : « Camarades, avons-nous, durant ces trois jours, le sentiment de bien avoir travaillé pour le Parti et pour la classe ouvrière ? » « Oui ! » a répondu la salle. ●

P.c. : un ton au-dessous

A un an des élections présidentielles il faut qu'à défaut de changer de ligne -le temps n'est pas encore venu- le P.c.f. modifie ses attitudes

PAR GUY PERRIMOND

LE Comité central du P.c.f. qui doit se réunir à Ivry les 27 et 28 mai aura « du pain sur la planche ». Car à un an de la prochaine campagne électorale, celle pour l'élection du président de la République, le Parti communiste se trouve dans une situation délicate : les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, l'image que renvoient les sondages se dégrade, les tentatives de Georges Marchais pour se donner une stature internationale n'ont pas donné les résultats escomptés.

En septembre 1977, au moment de la rupture de l'union de la gauche, la direction du P.c.f. avait fait un pari qui semble être sur le point d'échouer. Brisant l'union, le P.c.f. espérait, par un forcing acharné et des positions maximalistes, redevenir le pôle le plus puissant de la gauche. A partir de là les cartes auraient été redistribuées.

Cette volonté avait des conséquences pratiques que l'on connaît. Non seulement il fallait que le P.c.f. tienne à l'égard du P.s. un discours dont l'outrance n'est plus à dire, mais, quittant le domaine du réalisable, la gauche au pouvoir, il lui fallait, tout comme à ses débuts, lors du Congrès de Tours, fuir dans l'utopie, rechercher ailleurs des buts, des motifs d'enthousiasme impossibles à moyen terme dans l'Hexagone.

Sans même parler des rapports avec les Soviétiques et de leurs conséquences, il suffit de faire le bilan des voyages de Georges Marchais pour comprendre les intentions et mesurer la minceur des résultats. Qu'un responsable de parti voyage, rien de plus normal. Les contacts internationaux sont plus qu'utiles : ils sont nécessaires. A condition de ne pas rechercher à travers eux la justification d'attitudes nationales...

Avant la rupture de l'union de la gauche, bon nombre de gouvernements ou de mouvements du tiers monde espéraient une arrivée au pouvoir de la gauche en France pour, enfin, trouver un allié parmi les pays développés. Pour eux, dégagés des aspects « affectifs », les jugements furent souvent plus sévères qu'en France. On comprend dès lors que lorsque Georges Marchais, à Madagascar ou au Mozambique, tient les mêmes discours qu'à Paris, les auditeurs n'aient pas à son égard le... même respect. Et que ses voyages ne donnent pas lieu à de très longs reportages.

N'ayant pas réussi à remplacer par des objectifs internationaux les espoirs hexagonaux, la direction du P.c.f. espérait bénéficier de la quasi-disparition de l'extrême gauche. Le seul ennui c'est qu'avant de se défaire cette dernière a joué un mauvais tour au P.c.f. La dimension « utopique » de ce courant a atteint des rivages difficilement explorables pour le Parti communiste : débat sur la morale, sexuelle ou autre, les minorités — immigrés, ethnies, prisonniers. En un mot, l'extrême gauche a poussé à l'individualisme, à la lutte contre les petits chefs et les responsables. Son utopie s'est en quelque sorte « déstalinisée ». D'autant qu'elle avait découvert le Goulag. Dès lors la « récupération » d'une partie du mouvement devenait délicate. On le voit, avant même de parler de l'état du Parti, les deux points d'appui prévus ont cédé.

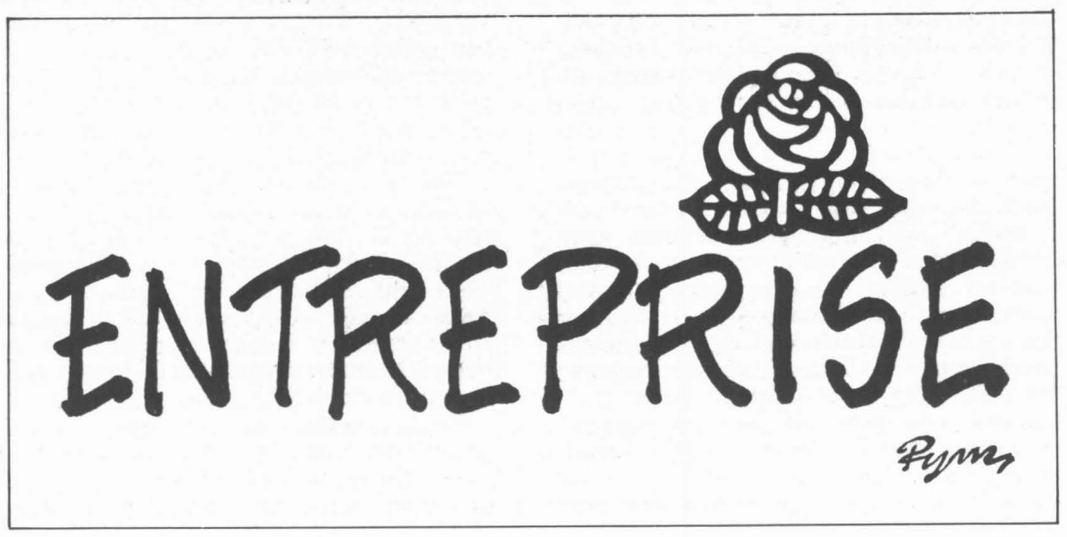
A cela s'est ajouté le désenchantement interne. Il ne faut pas se méprendre sur l'impact des communistes « critiques ». Leur importance n'est pas seulement fonction de leur nombre, mais de la poursuite de leur engagement. Ils prouvent en s'affirmant critiques que l'on peut rester communiste sans être d'accord avec le Parti. Ils justifient donc l'attitude de ceux qui restent communistes mais qui ne militent plus. Sauf pour des actions locales, spécifiques. La banlieue parisienne est à cet égard un bon révélateur. Dans des départements ouvriers comme la Seine-Saint-Denis, l'activité du P.c.f. n'a aucun rapport avec sa force potentielle. Là, les ouvriers ne sont pas « critiques », ils sont tout simplement absents. Mais les « communistes critiques » légitiment leur absence.

Il reste donc au P.c.f. ses structures, ses moyens matériels et ses cadres. C'est énorme. Mais par rapport à un proche passé c'est insuffisant. Les hésitations, les questions que l'on décèle, les silences que l'on perçoit viennent de là. Car la désaffection des militants implique celle d'une part des électeurs et explique les résultats des sondages. Il faut donc à un an des élections présidentielles qu'à défaut de changer de ligne — le temps n'est pas encore venu — le P.c.f. modifie ses attitudes. A l'évidence Georges Marchais a commencé à le faire. A la fois à la télévision, cherchant à être un peu moins « scandaleux », et par l'éventail et le ton de ses interventions. Du « tour de France » au tour des problèmes, il cherche à acquérir, ce qui est légitime, une stature présidentielle. Mais les questions les plus importantes sont rarement celles portant sur la forme. Elles sont mineures par rapport aux questions de fond !

Mais là il est visiblement trop tôt. Il faut, semble-t-il, que le P.c.f. aille jusqu'au bout de sa logique de division, même si parfois il doit assumer des contradictions un peu trop grosses : par exemple la volonté des Soviétiques de travailler avec les forces socialistes européennes au moment où le P.c.f. ne parle que de leur trahison, de la « complicité du P.s. » avec l'Etat-Giscard, alors qu'après Varsovie on est en droit de demander qui est complice de qui ou qui utilise qui !

Si la gauche en 1936 dénonçait les deux cents familles, le P.c.f. en 1980 dénonce les deux cents hommes du président, expliquant pour faire bonne mesure que « d'ores et déjà, le Parti socialiste a des liens avec le capital et l'appareil d'Etat ». Ce qui permet de déclarer que le « consensus giscardo-socialiste » est déjà réalisé !

Malgré de telles affirmations, il faut espérer que quelques membres du Comité central ne pourront s'empêcher de murmurer « et pourtant », en se demandant comment ils vont pouvoir continuer à refuser... les actions à la base ! ●



Etudiants: immigrés de l'intérieur

Si les étudiants français se sont mobilisés si vite sur la défense des étrangers, c'est peut-être parce qu'ils se ressentent eux-mêmes comme des immigrés de l'intérieur

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

RIEN à voir avec Mai-68 ! Il suffit de traîner ses guêtres dans Jussieu pour le comprendre. Paris VII est théoriquement en grève aujourd'hui mais les cours se poursuivent, les étudiants traversent le parvis l'air affairé, cahiers sous le bras, les partiels se déroulent presque normalement. Drôle de grève, étrange mobilisation, ponctuée d'A.g. en plein air, de manifestations, de discussions. Les murs en folie ? Non, à peine quelques inscriptions, quelques affiches rendant compte des dernières réunions. L'autre Mai est bien loin, celui où le passage de quelques étudiants en conseil de discipline avait suffit à mettre le feu aux poudres. « Il y a eu un mort et rien ne bouge », lance un professeur désabusé.

Pourtant, le mouvement existe. Pourtant, il « se passe quelque chose ». Depuis janvier, presque toutes les facultés françaises ont été touchées par des grèves. D'abord Angers. Et Caen, Grenoble, Amiens, Rennes, Lyon, Toulouse, Nice... Partout, on prédit depuis des semaines que le mouvement va bientôt retomber mais de nouveaux éclats le relancent toujours.

D'abord parce que la cause de l'agitation n'a pas disparu. Sur les campus, les étudiants se battent pour l'abrogation du décret Imbert. Promulgué en décembre dernier, à la suite d'une circulaire du ministre de l'Intérieur Christian Bonnet, ce décret multiplie les obstacles à l'entrée à l'université pour les étrangers. Non seulement les étudiants étrangers devront justifier de ressources d'au moins 13 500 F, l'équivalent de neuf mois de bourse, non seulement leur dossier politique devra être vierge pour pouvoir obtenir un visa de séjour mais ils devront franchir des obstacles particuliers : passer un examen de français dans les ambassades ou les consulats de leurs pays d'origine, remplir toutes les formalités avant le 15 mars... Leurs dossiers seront examinés par une commission nationale présidée par le directeur du Centre national des œuvres universitaires, M. Imbert, ancien directeur des Enseignements auprès d'Alice Saunier-Seïté. Et la Commission ventilera les demandes dans diverses universités qui devront ensuite les accepter.

Par cet ingénieux dispositif, le droit communément reconnu de pouvoir s'inscrire dans l'université de son choix est directement bafoué, ainsi que le droit non moins universellement admis de la libre circulation des personnes. France, terre de liberté...

L'enjeu pour le Pouvoir est clair : ces mesures, d'une pierre deux coups, permettent à la fois de réduire le flux d'entrée des étudiants à l'université et de limiter l'immigration. Les étrangers représentent en effet près de 12 % de la population étudiante en France, avec 108 000 inscrits. Le contingent le plus facile à réduire, malgré les accords de coopérations qui lient la France à différents pays du tiers monde : ce sont eux qui sont touchés par les nouvelles mesures, pas nos voisins européens.

D'où le relent raciste facilement reconnaissable dans ces décrets qui interviennent en même temps que les projets récents de Stoléru et d'Ornano sur les travailleurs immigrés. Bonnet n'a d'ailleurs pas craint de dénoncer ces étudiants étrangers qui viennent « attraper la vérole politique en France », au grand dam des chefs d'Etats de leurs pays et qui, « une fois obtenu leurs diplômes, prennent les emplois des jeunes français ».

Raymond Barre n'a pas craint d'insister dans ce sens, tout en développant un argument a priori contradictoire : ces boucs émissaires sont de mauvais élèves qui transforment les facultés françaises en « dépotoir ». En réalité, les étudiants étrangers ne brillent pas particulièrement par leur nullité : une enquête de l'U.n.e.f.-Indépendante et démocratique montre que les échecs ne sont pas plus importants dans leurs rangs. Certains, il est vrai, arrivent en France en parlant très mal la langue. Mais ils représentent une infime minorité ; 15 cas seulement à Grenoble sur environ 1 500 concernés par le nouvel examen institué par le décret Imbert.



Alice Saunier-Seïté.

L'illégalité de ces mesures est flagrante : la Constitution garantit l'accès de tous à l'instruction, sans prévoir de restriction ; la loi d'orientation de l'enseignement supérieur confère à l'université seule le pouvoir de retenir les candidats étrangers ; la Convention européenne des droits de l'homme interdit aux Etats toute discrimination envers les indidus résidents sur son territoire... Armés de ces faits, le S.g.e.n.-C.f.d.t. et le Groupement d'information et de soutien aux travailleurs immigrés, accompagnés de quelques facultés, ont engagé une action auprès du Conseil d'Etat. Mais elle n'a de chance d'aboutir, compte tenu des lenteurs administratives, que dans dix-huit mois ou deux ans.

En attendant, c'est l'agitation sur les campus qui tente d'obtenir l'abrogation. Agitation multiforme, troublée par la violence de quelques loubards entre « autonomie » et délinquance. Agitation difficile à cerner mais qui, par son flou même, est symptomatique de l'état actuel de l'université.

Forces en présence : d'abord les « organisés ». Peu nombreux mais très présents surtout en Province. La nouvelle Unef s'est réunifiée alors que le mouvement avait démarré dans de nombreux endroits. Elle fait un peu figure de punching-ball, mal vue par les « autonomes » mais aussi par les organisations telles l'Unef-ex-Renouveau qui joue ici un jeu étrange : reprenant des slogans qu'elle aurait quelques mois auparavant jugé « irresponsables » elle semble déployer des efforts méritoires pour laisser face à face la nouvelle Unef et les casseurs. L'enjeu, pour cette force encore neuve, est d'obtenir par négociations quelques solutions aux problèmes. Elle se bat en particulier pour que la première session d'examens, en mai et juin, ne soit pas supprimée, malgré les grèves. Et elle attend, avant de se lancer dans un mouvement plus concerté, de trouver un terrain plus mûr, une mobilisation plus grande.

Les autres, la grande masse des inorganisés, semblent en effet assez flottants. Votant des grèves en A.g. mais suivant les cours de peur de râter l'examen. L'indifférence politique est toujours de mise dans les facultés, malgré un ras-le-bol profond. Assez de la sélection sauvage, assez des menaces de chômage ; assez de conditions de vie de plus en plus difficiles dans les cités universitaires où les bourses ne suffisent plus à couvrir les frais minimaux, où les cafards grouillent sous les matelas, où les portions des « resto-U » rétrécissent. Assez du bachotage, de la pression incessante des contrôles. « On leur demande assiduité et docilité, comme à l'école, constate Paul Rosenberg, professeur d'anglais à Paris VII. Ils n'ont que le droit de fermer leur gueule. De ces humiliations naît la révolte. Elles expliquent aussi que cette jeunesse se soit identifiée ainsi aux problèmes des étrangers : quelque chose, dans leur statut, rappelle celui des immigrés. »

Mais cette rancœur ne les empêche pas de se sentir en position de faiblesse face à ceux qui les dominent. Les enseignants, qui ont pourtant facilement tendance à jouer les anciens combattants de Mai-68. En tête, Alain Geismar qui a profité de l'occasion pour se faire nommer vice-président de Paris VII et qui dénie à l'agitation actuelle le droit de s'appeler « mouvement »...

Paniqués à l'idée que leur pratique pédagogique pourrait être remise en cause, ces enseignants se sentent très mal à l'aise dans ce conflit qui les concernent bien contre leur gré. « Au début, ils n'ont vu dans les décrets qu'un examen de plus. » Paul Rosenberg dresse ainsi le tableau : « Les enseignants sont devenus des correcteurs de copie, des garde-chiournes responsables de la gestion, fétichisés sur les rituels d'examen. » Ce que ne démentirait pas une directrice d'U.e.r. de Jussieu : « Ils sont occupés uniquement de problèmes de sécurité. Le dimanche soir nous avons été convoqués pour une réunion qui s'est tenue dans une ambiance de pont de porte-avion la veille de la bataille décisive. On instituait des tours de garde mais on refusait de parler des décrets Imbert, même si ce sont eux qui amènent les autonomes dans la fac. »

« C'est l'autogestion de la répression » commente un autre professeur. Car tout le monde a peur des loubards qui ont investi le campus. On les appelle parfois « autonomes », ou « jeunes chômeurs », ou « paumés ». Population très hétérogène qui regroupe encore quelques théoriciens de l'autonomie, ceux qui écrivent sur les murs « la passion de créer passe par la rage de détruire. Crevons les crevurcitaires » ou qui laissent sur les télex des messages laconiques : « Nous décrétons l'état de bonheur permanent et occupons la faculté jusqu'à la fin du vieux monde. » Autour des poètes, les casseurs, les désespérés. A vingt ans, ils n'attendent plus rien de la vie. « Ils sont naïfs et touchants » raconte un étudiant de Jussieu. « Tu discutes un peu avec eux, c'est tout juste s'ils ne te racontent pas leurs malheurs avec papa et maman. Mais ils emploient des méthodes terroristes. » Cassages de gueule, arrêt d'un partiel à la lance à incendie, incendies et pillages de la cafétéria. Mais comment s'étonner du phénomène ? Sur un corps pourri, les sangsues viennent toujours se greffer.



Casseurs à l'œuvre, rue de Mézières, à Paris.

Sur quoi tout cela peut-il déboucher ? Vraiment difficile à prévoir. Dans les facs, les étudiants et quelques enseignants se battent pour obtenir de leurs présidents des mesures spéciales qui contrecarrent les décrets gouvernementaux. A Toulouse, le conseil d'université a décidé d'inscrire les étrangers comme les autres. A Grenoble, des fonds ont été débloqués pour permettre aux recalés pour cause de mauvais français de se recycler rapidement. Mais le rectorat va probablement casser la première décision et la seconde ne fait que reporter le problème et entériner le décret maudit.

Sur le terrain de la négociation, les organisations ont déjà obtenu l'assurance que les dossiers d'étrangers dépassant le quota de chaque faculté ne seraient pas renvoyés sur la commission Imbert mais traités en coopération avec les autres universités de la région. Imbert a promis que la commission ne se chargerait pas d'expulsions et Casanova, conseiller de Barre, que ceux qui auraient raté leur examen de français pourraient être dirigés sur des instituts de linguistique. Mais rien de tout cela n'est officiel.

Raymond Barre s'est contenté pour l'instant de dire que le gouvernement ne changerait pas de politique. Ira-t-il plus loin lors de sa rencontre avec François Mitterrand, le vendredi 23 ? Certains espèrent que son désir de ne pas faire de vagues l'emportera sur sa solidarité envers ses ministres.

Et les étudiants ? Ils risquent de se retrouver dindons de l'affaire. Les étrangers, qui ne parviendront pas à franchir les barrages institués dans leurs propres pays, barrages sur lesquels les facultés françaises ne peuvent faire pression. Les autres, qui pourront attendre les nouveaux coups de boutoirs attaquant une université qu'Alice Saunier-Seïté veut rendre toujours plus utilitaire, quitte à la dévitaliser définitivement. Alors, il ne se passera plus rien, vraiment plus rien, dans l'université. « Comme les Eglises, elle va être désafectée. On n'y maintient déjà plus que les rites », annonce Paul Rosenberg. Les étudiants, comprendront-ils, alors, que la vraie vie est ailleurs ? Et l'accepteront-ils ? ●

CDI Fondation

Pour ne plus avoir mal au temps

II. Ignacy Sachs : "Tenir enfin compte de nos horloges internes"



PAR CHRISTINE COTTIN ET MICHELE KESPI

REFUSANT l'écologisme outrancier et l'économisme sauvage, Ignacy Sachs est un des pionniers de l'écodéveloppement. Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, où il anime le Centre international sur l'environnement et le développement, auteur de « Stratégies de l'écodéveloppement » (paru aux Editions ouvrières) et cofondateur de la Fondation internationale pour un autre développement, Ignacy Sachs a participé au débat organisé, le 7 mai dernier, par Echange et Projets sur « la Révolution du temps choisi ». Sur ce thème, et bien d'autres, il a répondu aux questions de « l'Unité ».

« L'UNITÉ » : Vous avez déclaré récemment que nous nous contentons de trouver des parades conjoncturelles à une crise structurelle. Pourriez-vous préciser ?

IGNACY SACHS : Le problème est effectivement là. Nous sommes devant une crise structurelle, et, malheureusement, nous nous efforçons de trouver des réponses conjoncturelles. Nous croyons encore que les problèmes pourront être résolus à travers une fuite en avant. Ce qui signifie, en d'autres termes, vouloir toujours obtenir plus de la même chose, alors qu'il faudrait changer de cap. C'est donc tout le problème du projet de civilisation qui est mis en cause. Nous ne devons pas nous cacher que, si nous aimons discourir sur le projet de civilisation de manière idéologique, nous rencontrons plus de difficultés pour transformer ces discours en engagements concrets : il faut, plus que jamais, faire usage d'une imagination sociale concrète. Elle ne pourra se manifester qu'à travers un très large débat politique, et la participation des intéressés. Je crois que les sciences sociales ne peuvent pas fournir de réponse, mais elles peuvent être utiles pour aider à formuler les bonnes questions, pour aider à fabriquer les béquilles nécessaires à cette imagination sociale concrète.

— C'est dans ce contexte que l'analyse des modèles culturels, des temps sociaux vous semble importante ?

— Oui. C'est, il me semble, un bon angle d'attaque, car démonter l'horloge sociale, c'est, en réalité, comprendre l'architecture cachée du projet de société. En effet, le temps est notre catégorie existentielle fondamentale : il tisse les existences, les modes de vie, les civilisations. Il est d'ailleurs important de souligner qu'au cours des siècles la part attribuée au temps de travail professionnel et à l'activité économique a fortement varié. Il faut se garder de dessiner une image linéaire, dans laquelle nos ancêtres travaillaient du matin au soir et du soir au matin, avant de travailler un peu moins, puis encore moins... La place du travail dans une société, la façon dont l'économique est imbriqué dans le social est très variable selon les cultures. Chaque période historique, chaque société, a ses modèles.

— Il serait donc important de réaliser une analyse des modèles structurels des temps sociaux ? Car il s'agit bien, semble-t-il, d'une découpe du temps ?

— Il faut en effet bien définir quel est le temps que l'on passe aux activités professionnelles, sur le marché du travail ; celui consacré aux activités économiques situées hors marché (aux activités domestiques, par exemple, et d'autres encore...) ; le temps assigné aux activités culturelles et ludiques, au sens le plus large du terme ; et le temps de repos. Ce sont des questions que je pose, comme entrée en matière. Car il y a aussi des temps à emplois multiples.

Mais dès que l'on fait une première coupe du temps, deux des problèmes fondamentaux que nous aurons à résoudre dans un avenir proche apparaissent immédiatement.

Que faire des accroissements de productivité du travail ? Est-ce que nous continuerons à empiler des biens et des services marchands, ou, au contraire, réduirons-nous le temps de travail ?

Second problème : quelle est la part que nous donnons aux activités hors marché dans les sociétés de l'avenir ? Toute une école d'inspiration anglo-saxonne voit dans la société post-industrielle une société où tous les services auront été marchandisés. A l'autre extrême, tout un courant philosophique, dont Illitch est un des principaux représentants, insiste sur l'importance des activités autonomes en dehors de l'économie marchande. Sans entrer dans ce débat, j'aimerais signaler un problème important. Je pense que l'organisation des services sociaux, passant par la coopération de petites communautés, en dehors du marché, pourrait constituer le début d'une réponse à une des crises que nous sommes en train de vivre : celle de l'Etat providence qui croule sous son poids, sous son coût...

— Quand vous parlez de société où tous les services seraient marchandisés, pourriez-vous nous donner concrètement un exemple ?

— Je pense à une société où abonderaient les crèches privées, l'école privée, les restaurants. On ne mange plus chez soi, on achète du « prêt-à-manger ». Les loisirs sont marchandisés. Toute notre vie passant à travers le marché.... Une productivité de plus en plus élevée... Nos salaires montent, et, en contrepartie, tout ce que nous faisons est d'acheter des biens et des services en tant que marchandises. Avec un effet boule de neige inéluctable.

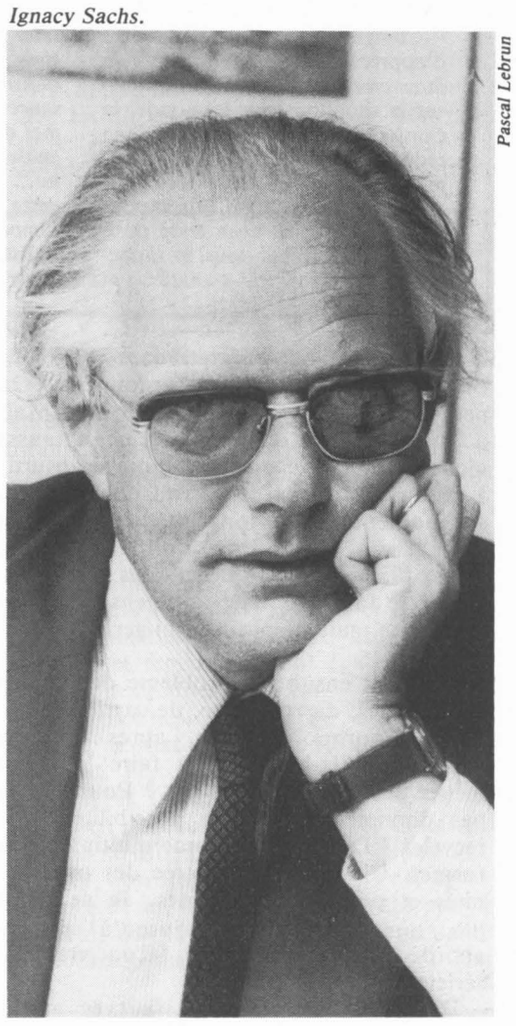
— Comment imaginez-vous l'autre société ?

— Je pense à une société où, par exemple, certains services sociaux (la prise en charge des enfants, des personnes âgées) au lieu d'être organisés par des services publics dépendant de l'Etat— assurés par des professionnels, donc passant par le marché du travail — seraient autoproduits au niveau communautés de base, des associations de voisinage, de familles, de quartier, etc. Cette seconde solution mérite d'être très sérieusement creusée. Il existe d'ailleurs des amorces d'exemples, surtout en Italie, moins en France, mais on commence à en parler... On pourrait ainsi mieux adapter les services aux besoins réels, tout en les faisant à un moindre coût et en créant une convivialité entre les personnes intéressées : il y a donc toutes les raisons pour essayer de développer le secteur des activités autonomes !

Il faut cependant remarquer que toutes les activités hors marché ne sont pas nécessairement des activités autonomes. Certaines sont en réalité dominées par l'économie de marché : la ménagère qui se plaint de travailler sans rémunération ne perçoit pas son travail comme autonome. La façon dont on ressent les choses est importante. D'autres gens auront des activités identiques en y éprouvant le plaisir d'une activité autonome. Les rapports humains, l'esprit dans lequel on effectue ses tâches, sont finalement essentiels.

En tout cas, il y aurait là à chercher une réponse de gauche à cette crise de l'Etat providence, en opposant un autre projet, afin de faire échec à l'attaque déclenchée par la droite contre les conquêtes sociales. Certes, leur contenu doit être changé, mais nous devons éviter de retomber sur une solution de marchandisation (substitution de la Sécurité sociale par un système d'assurance privée, etc.). Il y a là un débat éminemment politique. Et tout à fait actuel. D'ailleurs, les événements récents montrent que même le modèle suédois est arrivé au bout de ses possibilités, sous sa forme actuelle.

Ignacy Sachs.



Pascal Lebrun

— Revenons, si vous le voulez bien, au découpage du temps social que vous évoquiez tout à l'heure.

— Dès que l'on commence à analyser le temps de cette façon, on bute sur des problèmes très réels. Mais je pense que cette analyse doit être menée à un niveau encore plus approfondi. Car la problématique des usages que la société fait de son temps est, bien entendu, imbriquée dans un ensemble plus vaste de relations.

D'abord, qui dit utilisation du temps dit appropriation de l'espace, puisque toute activité humaine implique l'accès à un espace organisé, aux infrastructures, aux maisons, aux rues, aux ateliers de travail, etc. On a donc cette articulation temps-espace. On peut même parler des temps-espaces du développement, et c'est tout l'urbanisme qui est mis ici en cause. Cet urbanisme qui devait avoir comme point de départ les formes multiples et plurielles d'organisation du temps, et proposer des formes d'organisation de l'espace adaptées à l'usage du temps présent et futur... Au lieu de cela, nous sommes partis de critères purement formels de l'organisation de l'espace qui imposent un carcan au style de vie. Un très bel ouvrage d'Anatole Kopp, « Changer la vie, changer la ville », qui recense les discussions soviétiques des années vingt, met le doigt sur le problème : peut-on changer la vie à l'intérieur d'une ville qui impose les contraintes du cadre bâti ? Faut-il changer la ville pour pouvoir changer la vie ? C'est à ce niveau que l'analyse des modèles culturels des temps sociaux traverse toute la problématique de la croissance économique, puisque cet espace organisé est le fruit de la croissance passée. C'est à ce niveau aussi qu'intervient l'écologie, introduction du long terme et de la solidarité diachronique avec les générations futures. Nous devons leur laisser un espace et un domaine de ressources utilisables.

— Quelles sont les autres contraintes subies dans l'organisation du temps ?

— La contrainte biologique, qui a été très fortement mise en évidence par les travaux récents de chrono-biologie, est d'importance. Nos horloges internes, nos rythmes biologiques jouent énormément. Des contraintes d'ordre culturel viennent ensuite : ce sont les pesanteurs des modes et des styles de vie hérités des générations passées, qui survivent aux conditions qui les ont créés. Notre vie est encore dominée par l'image, héritée de la première révolution industrielle, du père de famille travaillant six jours par semaine, toute la vie familiale et sociale s'organisant autour de son travail. Cela, évidemment, ne correspond plus à nos situations actuelles.

Signalons enfin les contraintes institutionnelles. Qui décide de l'emploi du temps, du choix des biens et services marchands, des biens et services autoproduits qui constitueront, ensemble, notre style de vie ? Quelle est la part de la décision indi-

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

viduelle ? Celle de la décision collective, mais autonome, consentie, choisie ? Quelle est au contraire la part des décisions qui nous sont imposées par le jeu des institutions, des mécanismes de marché ? Cela nous renvoie aux rapports non seulement entre l'Etat et les forces organisées du marché mais aussi avec la société civile. C'est dans l'affirmation de la société civile que je vois la clé et la condition de ce changement de cap nécessaire. Il faut que la société civile prenne conscience qu'elle est aussi une source de pouvoir. Il faut qu'elle devienne un tiers système de pouvoir. C'est en tout cas le message d'un important projet que la Fondation internationale pour un autre développement de Nyons (Suisse) a animé et qui a fait intervenir une cinquantaine de pays et quelque cinq cents personnes. C'est donc une démarche que je propose pour regarder d'un œil nouveau la société et, de cette façon, pour préparer et éclairer les nœuds du débat sur un autre développement. Ce débat devant être essentiellement poursuivi sur la place publique à travers une très large participation du public. En gros ce que propose la pétition sur l'énergie nucléaire devrait s'étendre à tous les domaines de notre vie.

— Avez-vous l'impression que les Français sont prêts à s'intéresser à un tel débat ?

— Ecoutez, il y a certainement beaucoup de travail à faire. Mais l'avenir est devant nous. Une des impressions que nous avons recueillie dans le projet dont je viens de vous parler, c'est qu'il se passe beaucoup de choses et que cette société civile bouge beaucoup plus qu'on ne le pense. Aussi bien en France qu'ailleurs. Le foisonnement d'institutions et de formes nouvelles d'organisation de la société civile au Brésil est un phénomène absolument frappant : depuis quatre-vingt mille communautés de base organisées par l'Eglise catholique en passant par des associations de quartier, des associations des habitants de bidonvilles, des mouvements de femmes, des mouvements de Noirs... Les dernières années ont fait éclore une multiplicité des formes de la vie associative, qui cadrent peut-être mal avec les schémas traditionnels d'analyse mais qui sont néanmoins une réalité dont nous ne savons pas d'ailleurs, à l'heure actuelle, prédire la dynamique — je ne suis pas en train de dire que ceci mène à une issue ou à une autre —je dis qu'il faut être plus modeste et se mettre à l'écoute de la société civile pour essayer de regarder et de comprendre ce qui se passe, plutôt que d'essayer de justifier, à travers des exemples choisis d'une façon un peu tendancieuse, des idées a priori qu'on se fait d'une société, de son mouvement, et pourquoi pas de la Révolution avec un R majuscule.

— Le grand débat social, en France, aujourd'hui, tourne autour de la négociation sur le temps de travail. Pensez-vous que ce soit déjà un premier pas ?

— Je dirai qu'il faut aller beaucoup plus loin et se rendre compte qu'un des phénomènes structurels les plus importants auquel nous avons affaire est le chômage. Ce chômage ne sera pas jugulé aussi longtemps que nous continuerons dans la foulée du progrès technique actuel qui, pour la première fois, commence à remplacer des salariés dans le tertiaire, dans les services.

Face à cela, il y a deux possibilités. Soit nous considérons le progrès technique comme quelque chose qui ne se maîtrise pas. Nous l'acceptons comme une donnée de fait. Et à mon avis, nous arriverons à une société d'apartheid où une minorité de gens de plus en plus productifs s'opposera à une majorité de gens parqués dans des réserves pour inactifs. Ils ne mourront pas de faim : la productivité des productifs sera suffisamment élevée pour alimenter et assister ceux qui ne travailleront pas. Mais en réalité, sur le plan humain, cela sera une société d'apartheid où une minorité de gens de plus en plus productifs s'opposera à une majorité de gens parqués dans des réserves pour inactifs. Ils ne mourront pas de faim : la productivité des productifs sera suffisamment élevée pour alimenter et assister ceux qui ne travailleront pas. Mais en réalité, sur le plan humain, cela sera une société d'apartheid entre actifs et inactifs.

Si c'est la perspective, il faut considérer le problème de la réduction et d'un meilleur partage simultané de la masse de travail nécessaire dans la société comme un problème tout à fait fondamental pour la survie. Je trouve que le débat actuel engagé sur la cinquième semaine de congé, etc. n'est qu'un très, très modeste début d'une discussion beaucoup plus fondamentale. Il faut se dire que mieux répartir le temps de travail, donc libérer une masse de temps, cela pose un nombre assez grand de questions et ouvre d'immenses possibilités. On peut réduire le travail en réduisant le nombre d'heures quotidiennes, ou en allongeant le week-end, ou en retardant l'âge de l'entrée dans la vie professionnelle. On peut aussi réduire l'âge de la retraite. Mais il me semble que c'est une fausse manœuvre. Il y a quelque chose d'absurde à réduire le temps de travail dans ce sens au moment où la longévité des hommes augmente. Le problème doit être abordé d'une façon plus souple et plus complexe. Peut-être faut-il donner aux gens le droit à la retraite mais ne pas les obliger à la prendre.

Viennent ensuite le problème des années sabbatiques, du recyclage, de carrières multiples. Pourquoi doit-on, après tout, se décider, à dix-huit ans, à faire le même métier pendant quarante ans ? Pourquoi ne pas donner aux gens la possibilité de se recycler ? Donc, il existe une multiplicité de formes. Chacune d'elles crée des opportunités et pose des problèmes. Je ne pense pas que nous ayions jusqu'à présent abordé ces thèmes d'une façon vraiment sérieuse.

Dans tout ce débat, il faut se garder d'opérer à travers des stéréotypes qui font du travail le lieu de l'aliénation et du loisir le lieu de désaliénation.

A ce niveau subjectif, les mêmes activités seront perçues d'une manière différente par les uns et par les autres. Madame Françoise Giroud, lors du débat pour la présentation de « la Révolution du temps choisi », a dit tout le plaisir qu'elle prenait à faire un gâteau, ce qui est après tout une activité créatrice. Sauf que moi je déteste faire la cuisine et faire un gâteau m'aurait été un supplice. Le travail peut être le lieu où se réalise ma créativité et réciproquement, le temps libre de loisir peut être un temps mort à tuer. Le vieillard dans un asile a beaucoup de temps libre mais c'est un supplice. Le temps libre du chômeur n'est pas perçu comme positif. Au contraire, c'est un temps destructif.

— Vous ne pouvez pas oublier qu'aujourd'hui, ce sont les gens qui ont les travaux les plus pénibles qui travaillent pourtant le plus longtemps.

— Il est vrai que, dans le livre « la Révolution du temps choisi », l'un des chapitres tout à fait remarquable porte sur les inégalités devant le temps. Cela ne fait que renforcer mon point de vue et montre qu'étudier le temps donne une clé qui ouvre les portes pour analyser notre société. Les inégalités sociales apparaissent au grand jour à travers l'analyse des inégalités face au temps. Raison de plus pour aller plus loin encore et en arriver au niveau de la perception subjective du temps. C'est là que se joue, en dernière instance, la forme du développement souhaitable et souhaité.

Car le développement, finalement, c'est donner à chacun l'opportunité pour que son temps de vie, son temps de vivre soit un temps riche, psychologiquement productif. Bien sûr, la société ne peut faire qu'une chose : maximiser ces opportunités, créer ces conditions. Le fait que la personne les saisisse ou non, qu'elle ait une belle vie ou une vie gâchée est un problème de biographie individuelle. C'est de cette façon que le social et l'individuel s'articulent. ●

Nos lecteurs ont la parole

LA C.G.T. ET LA NON-INGERENCE

Nous avons reçu de Jean Magniadas, membre de la Commission exécutive de la C.g.t., la lettre suivante :

L'article que « l'Unité » vient de consacrer dans son n° 381 à la Conférence syndicale mondiale sur le développement de Belgrade constitue une interprétation si manifestement abusive de l'essence des débats et surtout du caractère du texte adopté unanimement que je me sens tenu de le relever. Je me sens d'autant plus obligé de procéder à cette rectification que les circonstances ont voulu que, avec le représentant du Sohyo, le délégué des syndicats soviétiques et le représentant de la C.g.i.l., j'ai été l'un des auteurs de cet amendement que devait proposer le groupe ad-hoc composé de sept membres (syndicats yougoslaves, C.g.t., C.g.i.l., Sohyo, U.r.s.s., centrales syndicales du Venezuela et du Zaïre) au Comité de résolution qui devait l'adopter unanimement.

L'article de « l'Unité » laisse entendre que la C.g.t. aurait pu, d'une quelconque manière, être en désaccord avec les principes de non-ingérence et de respect de la souveraineté de chaque pays. C'est une grossière falsification. L'auteur de l'article, s'il avait bien voulu consulter la C.g.t. et mieux s'informer, aurait pu facilement savoir que, sur cette question, la C.g.t. était l'auteur d'un amendement ainsi rédigé : « La Conférence est convaincue que la paix mondiale, la détente et la coopération universelle ne peuvent se réaliser que sur la base du respect du droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance — en premier lieu des peuples soumis à la domination coloniale et étrangère — et sur la base des principes de souveraineté, d'indépendance, de non-ingérence, de non-intervention et du libre choix des peuples quant à leur voie de développement. »

Ce texte a été remis à toutes les centrales syndicales présentes à Belgrade et il est à la disposition de quiconque souhaiterait le consulter. Il figure dans la résolution finale.

Compte tenu des différences d'appréciations existant dans le mouvement syndical international sur la situation dans le monde, la Conférence devait trouver une rédaction dans laquelle le mouvement syndical puisse se reconnaître. C'est ce qui a été fait avec la volonté d'aboutir à un texte positif, acceptable par tous et rappelant des principes essentiels et communs. Dans ces conditions, il est parfaitement abusif de présenter un texte commun comme une victoire à l'encontre des syndicats soviétiques ou de quiconque. C'est si vrai que le texte que « l'Unité » invoque à l'appui de sa démonstration n'est pas autre chose que l'amendement présenté par les syndicats soviétiques (n° 16/5) avant l'ouverture même de la Conférence ! Texte distribué à tous les participants et que le Comité ad-hoc avait précisément pour mission d'examiner avec d'autres amendements dont celui de la C.g.t.

Cet article de « l'Unité » donne donc une information inexacte. Mais, plus grave encore, il tend finalement à cultiver la division syndicale et partant à masquer l'essentiel de la Conférence de Belgrade : la volonté unitaire des syndicats participants de se donner des objectifs communs et d'intervenir de façon convergente sur une question fondamentale de notre temps : l'établissement d'un nouvel ordre économique international et pour le développement.

C'est avec beaucoup d'étonnement que nous découvrons que, dans un article intitulé : « Conférence syndicale mondiale, une petite brise unitaire... » et saluant la grande première syndicale de Belgrade, la C.g.t. arrive à trouver une volonté « de cultiver la division syndicale » ! Nous ne relèverons même pas les accusations de falsification grossière, d'information inexacte qui, j'en suis sûre, ont échappé à la plume de Jean Magniadas à la suite, sans doute, d'une lecture rapide de l'article. Nous préférons en rester aux faits.

Curieuse lecture de l'article que d'y déceler un désaccord de la C.g.t. « avec les principes de non-ingérence et de respect de souveraineté de chaque pays ». Jamais une telle pensée ne nous a effleurés. Mais puisque la C.g.t. nous renvoie aux amendements, et bien regardons de plus près celui qu'elle a déposé. Elle en cite une partie dans sa lettre. Le restant dénonce l'impérialisme comme « obstacle fondamental au développement »... Ainsi que « toutes les politiques de déstabilisation impérialiste et néo-coloniale ». Un texte rappelant des principes auxquels nous souscrivons bien volontiers, mais qui évite précautionneusement de faire allusion à des violations précises, émanant certes de l'impérialisme, mais aussi d'autres puissances intervenantes. Ce qui permet d'éluder toute référence à des choses existantes ou pouvant exister... Qu'on le veuille ou non, entre ceux qui voulaient dénoncer l'impérialisme, et tous les impérialismes, et ceux qui préféraient mettre en cause l'impérialisme seul, la C.g.t. s'est rangé à côté des seconds. A-t-elle d'ailleurs, en France, condamné l'intervention soviétique en Afghanistan.

Nous reconnaissons bien volontiers avoir cité l'amendement proposé, avant la conférence, par les syndicats soviétiques. Va-t-on maintenant nous reprocher de ne pas pratiquer la censure ? Si la C.g.t. n'est pas d'accord avec notre analyse, estimant que les syndicats soviétiques ont dû céder du terrain, eh bien, nous sommes heureux d'avoir son avis. Toute opinion, même si nous ne la partageons pas, a sa place dans les colonnes d'un journal où la liberté d'expression est la règle. La C.g.t. aurait même pu rappeler dans sa lettre qu'elle a joué un rôle fort important dans l'accord sur un texte commun, puisque les syndicats soviétiques ont abandonné leur amendement au profit du sien.

M. K.

LES FEMMES DE GASCOGNE

Grève des votes et grève des campagnes électorales en faveur des candidats désignés ! Ainsi en auraient menacé les militantes du Gers en guide de représailles contre le choix de deux candidats masculins aux sénatoriales. Désignation pourtant obtenue démocratiquement et sous le contrôle de délégués de la C.e.f. dans nos sections.

C'est dans « l'Unité » du 2 mai que Véronique Neiertz présentait de cette façon les remous suscités par les résultats de vote dans notre fédération.

Il est vrai que Paris est loin de la Gascogne et qu'un courrier quelque peu perturbé n'a pu lui faire prendre connaissance à temps des lignes que j'écrivais à ce propos dans notre modeste « Gers socialiste » dès le 26 avril. Aussi, c'est avec plaisir que je lui en adresse copie. Elle aurait pu y deviner qu'en notre pays de nuances, couvrir d'un manteau uniforme l'ensemble des militantes gersoises relève d'une singulière utopie. Militante de base au Parti socialiste, syndicaliste et membre active de diverses associations culturelles occitanes, je puis témoigner de n'avoir jamais été victime de réflexions désobligeantes concernant ma condition de femme provenant de mes pairs masculins, lors d'assemblées ou réunions, et rend hommage ici à leur courtoisie lorsque le feu de la discussion m'emporte quelque peu. Tout est question de comportement ! Souffrez donc, camarades, que je me désolidarise de ce faux combat qui dresse les femmes contre les hommes et contribue par leurs excès à nous enfermer dans un nouveau ghetto, alors que le socialisme reste à construire. Il semble donc nécessaire de préciser que dans le Gers, toutes les militantes n'ont pas menacé « de faire la grève des votes et la grève des campagnes des candidats désignés ».

A la lumière des propos relatant la Convention nationale, je m'aperçois avec effarement que la proposition faite aux Fédérations consiste en fait à prôner la charité afin que quelques femmes aient une chance de siéger au Luxembourg. Et si la militante régionaliste se réveille un tant soit peu, elle voit quatre fédérations occitanes touchées par l'aumône : 30 - 31 - 32 - 33... à moins qu'il ne s'agisse d'une suite arithmétique.

Après lecture de cette phrase : « Tant que nos statuts ne prévoiront pas qu'une Convention réservera automatiquement un certain nombre de circonscriptions à des femmes... » une réflexion interrogative s'impose : quels critères détermineront les circonscriptions à femmes ou à hommes ? Voilà l'objet d'un profond débat. Byzantin, dirai-je.

Mon combat de militante gersoise consiste à aider dans la lutte celles qui sont broyées par un système sans horizon où la condition féminine se résume à une exploitation forcenée. Mon combat incessant veut arracher la femme à sa condition marginale en s'efforçant de mettre en évidence et d'imposer ses valeurs propres. Ce sont celles là qu'il faut révéler à l'ensemble de nos consœurs tout en leur apportant les solutions que notre Parti devrait être en mesure de leur offrir. Séduites par des propositions concrètes et susceptibles d'améliorer leur condition de femme dans la libre disposition de leur personnalité prête à s'épanouir dans le travail comme dans les loisirs, ainsi viendraient-elles grossir nos rangs de militantes et seraient alors en mesure d'imposer démocratiquement par la loi du nombre le plus fort leurs représentantes dans les différentes assemblées. En conséquence, non à une certaine charité, mais oui à des solutions réelles et ambitieuses proposées par notre Parti et qui devraient faire l'objet d'une immense campagne de vulgarisation.

Mais dans l'immédiat, si cette polémique devient trop excessive, je crains fort qu'au terme, et quels que soient leurs candidats ou candidates, le Gers ne choisisse deux sénateurs de droite.

Et pour le socialisme, le véritable adversaire n'est-il finalement pas là ?

Christiane ULIAN, section de Saint-Clar, GERS.

Liste des camarades cosignataires de cette lettre : Georges Marguerite, Auch, Laforêt Simone, Seissan, Sabathier Ginette, Orbessan, Mauco Suzanne, Auch, Quignère Josée, Seissan, Montégut Huguette, Vic-Fezensac, Fieux Nelly, Castéra-Verduzan, Biemouret Gisèle, Lectoure, Morillon Janine, Lombez, De Campo Jacqueline, Castéra-Verduzan, Bétaille Annie, Auch, Lassave Suzanne, Lombez, Abeille Marie-Louise, Condom, Philip Marie-Josée, Castéra-Verduzan, Vignaux Berthe, Lombez, Joseph Simone, Lectoure.

Chine : la "soviétisation" s'accélère

La Chine a un nouveau "patron": Deng Xiao-Ping. A Pékin commence une époque étrangement semblable à celle qu'a vécue, que vit encore le grand frère, voisin et ennemi: l'U.r.s.s.

PAR JOSEPH-SAMUEL CREGUT

EN prononçant samedi dernier l'éloge funèbre de Liu Shao Qi, Deng Xiao-Ping a montré tout à la fois l'étendue de son pouvoir et surtout comment lui et les siens voyaient l'avenir de la Chine. Après la mort de Mao, l'arrestation de la « Bande des quatre » en octobre 1976 avait frappé le monde de stupeur. La critique de la « Bande des quatre », le retour de Deng Xiao-Ping au pouvoir en 1977, la réalité de quelques épiphénomènes (ouverture de quelques salons de coiffure, jupes un peu plus nombreuses dans les rues des villes), la volonté d'ouverture commerciale et technologique de la Chine sur l'extérieur, la présence du « mur de la démocratie » à Pékin, avaient amené certains journalistes à parler un peu trop de « libéralisme ». Certains y ont vu « la Chine du dégel », d'autres ont parlé d'une « deuxième libération », mais la palme de l'erreur revient sûrement à Simon Leys qui en décembre 1978 dans « l'Express » pensait que « les Chinois se libéraient, et que, pour la première fois, l'espoir était probablement justifiée ».

Elimination des derniers maoïstes

Il s'agissait en fait de tout autre chose, tout simplement d'un nouvel épisode de la lutte entre lignes et factions qui depuis sa création apparaissent périodiquement dans le Parti communiste chinois, et de l'instauration en Chine d'une société de « type soviétique » rendue possible par le retour aux affaires des grands éliminés de la Révolution culturelle (Deng Xiao-Ping, Peng Chen, Chen Yun, Bo Yipo, Lu Ding Yi, etc.) et l'élimination progressive des derniers des « maoïstes ».

Pendant de longs mois l'issue de cette lutte est restée incertaine, mais Deng Xiao-Ping vient de réaliser la quasi-totalité de ces objectifs politiques en obtenant du dernier comité central la réhabilitation de Liu Shao-Qi et la « démission » du bureau politique des derniers « maoïstes » (Wang Dong-Xing, Chen Xilian, Ji Den-Kui et Wu De). Le véritable après-maoïsme vient de commencer, et ses conséquences peuvent en être assez facilement prévisibles sur le plan interne.

Au point de vue politique, le remplacement de Chen Xi-Lian par Qui Qi-Wei à la tête de la région militaire de Pékin, l'exclusion des derniers « maoïstes » du bureau politique, la nomination de Hu Yao-Bang à la tête du nouveau secrétariat général du P.c.c. (organisme qui avait disparu pendant la révolution culturelle), la nomination de Zhao Zi-Yang comme vice-Premier ministre, enfin la nomination de Hu Yao-Bang et de Shao Zi-Yang au comité permanent du bureau politique (organe suprême du Parti), tout aboutit au fait que le président Hua Guo-Feng se retrouve absolument seul face à tous les partisans de Deng Xiao-Ping. Le problème qui se posait encore il y a quelques mois de savoir si le président Hua avait rallié ou non les idées de Deng dans la lutte entre maoïstes et partisans de Deng ne se pose même plus, puisque de toute façon il n'a plus de relais importants. Son élimination même est inutile, et entraînerait pour Deng Xiao-Ping plus d'inconvénients que d'avantages. Il n'est pas impossible qu'un poste honorifique lui soit attribué, par exemple une présidence de la République réinstaurée, pendant que le vrai pouvoir irait à Zhao Zi-Yang pour le gouvernement, à Chen Yun pour l'économie, et à Hu Yao-Bang pour le parti. Deng Xiao-Ping se retirant volontairement petit à petit de toutes ses responsabilités sauf de celles du parti.

En matière économique l'objectif des « quatre modernisations » est maintenu en tant que slogan destiné aux masses, mais la véritable orientation est au « réajustement ». Depuis le début 1979, l'industrie lourde et l'ouverture sur l'extérieur — priorités en 1978 — ont été remplacées par l'agriculture et l'industrie légère, c'est-à-dire la consommation. Dans cette optique, pour augmenter les revenus bruts des ouvriers et paysans, les salaires et les prix agricoles ont été augmentés. Les résultats économiques ont été bons en 1979 sur le plan global, mais les méthodes de gestion à la base par lesquelles ces résultats ont été obtenus sont profondément différents d'une région à l'autre, d'une unité de production à l'autre, selon que leurs responsables appliquaient avec plus ou moins de zèle les directives plus ou moins contradictoires émanant du sommet depuis 1977. Le dernier comité central a renoncé à traiter de ces problèmes économiques complexes; c'est le XIIe congrès qui se tiendra avant la fin de l'année qui tranchera définitivement toutes les questions économiques en suspens, et décidera sûrement un nouveau ralentissement de la croissance du commerce extérieur.



Deng Xiao-Ping.

Sur le plan idéologique, si l'on emploie le vocabulaire en usage sous la Révolution culturelle, il est clair que les « révisionnistes » sont de retour. Mais dans les faits ces communistes épris de productivisme, de discipline, d'omniprésence d'un parti monolithique, n'acceptant pas l'opposition, ne seraient-ils pas plutôt des « staliniens ». A moins qu'il s'agisse d'une nouvelle espèce de communistes : les « révisostaliniens » ? Les Chinois eux-mêmes y perdent leur... latin. Ce qui est sûr c'est que ces « revenants », après avoir joué le « libéralisme » contre les « maoïstes », laissent réapparaître leur véritable visage : exécutions nombreuses de « contre-révolutionnaires » et de « droits communs » (sûrement une vingtaine par mois) ou emprisonnement (affaire Wei Jin-Sheng), suppression du « mur de la démocratie », et summum de cette « nouvelle démocratie », projet de faire supprimer au prochain congrès les dernières minces libertés prévues par la constitution chinoise, notamment le droit d'affichage des fameux Dazibao. La réhabilitation de Liu Shao-Qi, partisan orthodoxe de la discipline et de la dictature du prolétariat, ne peut à cet égard qu'être une caution à toutes les politiques d'autoritarisme. Certes on peut dire qu'il vaut mieux quelques centaines d'exécutions par an que des dizaines de milliers de morts comme pendant la Révolution culturelle. Mais à ce jeu des comptes macabres il faudrait dire que les dizaines ou centaines de milliers de morts de la Révolution culturelle constituaient un progrès par rapport aux millions de morts (plus de cinq) des années cinquante, victimes de la réforme agraire, de la loi du 21 février 1951 sur l'élimination des contre-révolutionnaires, et des autres « campagnes » !

Le triomphe des « revenants »

Certains buts proclamés de la Révolution culturelle étaient intéressants (lutte contre la bureaucratie, lutte contre l'apparition des castes nouvelles, suppression des inégalités entre travail manuel et intellectuel, entre villes et campagnes, entre hommes et femmes, etc.) mais les quelques résultats obtenus l'ont été à un prix trop coûteux (affrontements sanglants et société oppressive) et après une tentative de coup d'Etat militaire (affaire Lin Piao). Cette phase de la révolution chinoise s'est terminée par un coup de force au sommet (arrestation de la « Bande des quatre »). Lénine avant sa mort avait pressenti que la dimension culturelle était importante dans une révolution ; Mao a essayé de donner cette dimension à sa Révolution, mais peut-être la Chine s'est-elle posée trop tôt des questions que ses bases économiques ne lui permettaient pas de résoudre et auxquelles seuls des pays très développés peuvent répondre ?

Quoi qu'il en soit, ces « revenants » ont « jeté le bébé avec l'eau du bain ». Leur nouveau système apportera sûrement une certaine paix sociale et un développement économique régulier, mais il va aussi apporter le désenchantement, le développement des inégalités, des privilèges et de la bureaucratie avec leurs cortèges de corruptions, de marché noir et de circuits parallèles. Mais puisque cette « restauration » a réussi c'est que bon an mal an les Chinois l'ont accepté.

C'est donc une Chine orthodoxe, dont les derniers représentants vivants d'un mythe maoïste ont été éliminés du pouvoir il y a quelques semaines, qui va jouer un rôle de plus en plus important à la fois dans les relations internationales et dans le mouvement ouvrier mondial. ●

QUATRE SEMAINES DE VACANCES EN FRANCE POUR CENT VINGT ENFANTS SARHAOUIS

ILS sont arrivés à Paris mercredi. Un peu fatigués par le voyage, remarquablement dignes, mais souriants.

Au mois de janvier dernier, l'association des amis de la République arabe sahraouie démocratique décidait d'inviter cent vingt enfants sahraouis vivant dans les camps de réfugiés, à séjourner quatre semaines en France. Cette association extrêmement dynamique regroupe des militants de toutes les forces de gauche, en particulier du Parti communiste et du Parti socialiste, ce qui lui permet d'agir efficacement et unitairement en faveur d'une solidarité concrète avec la lutte du Front Polisario. Tant il est vrai que la solidarité internationale ne peut se contenter de simples discours, ni de bonnes intentions.

Depuis, ces enfants du peuple sahraoui étaient impatiemment attendus... même par le Maroc qui, mesquinement, tenta de saboter leur arrivée.

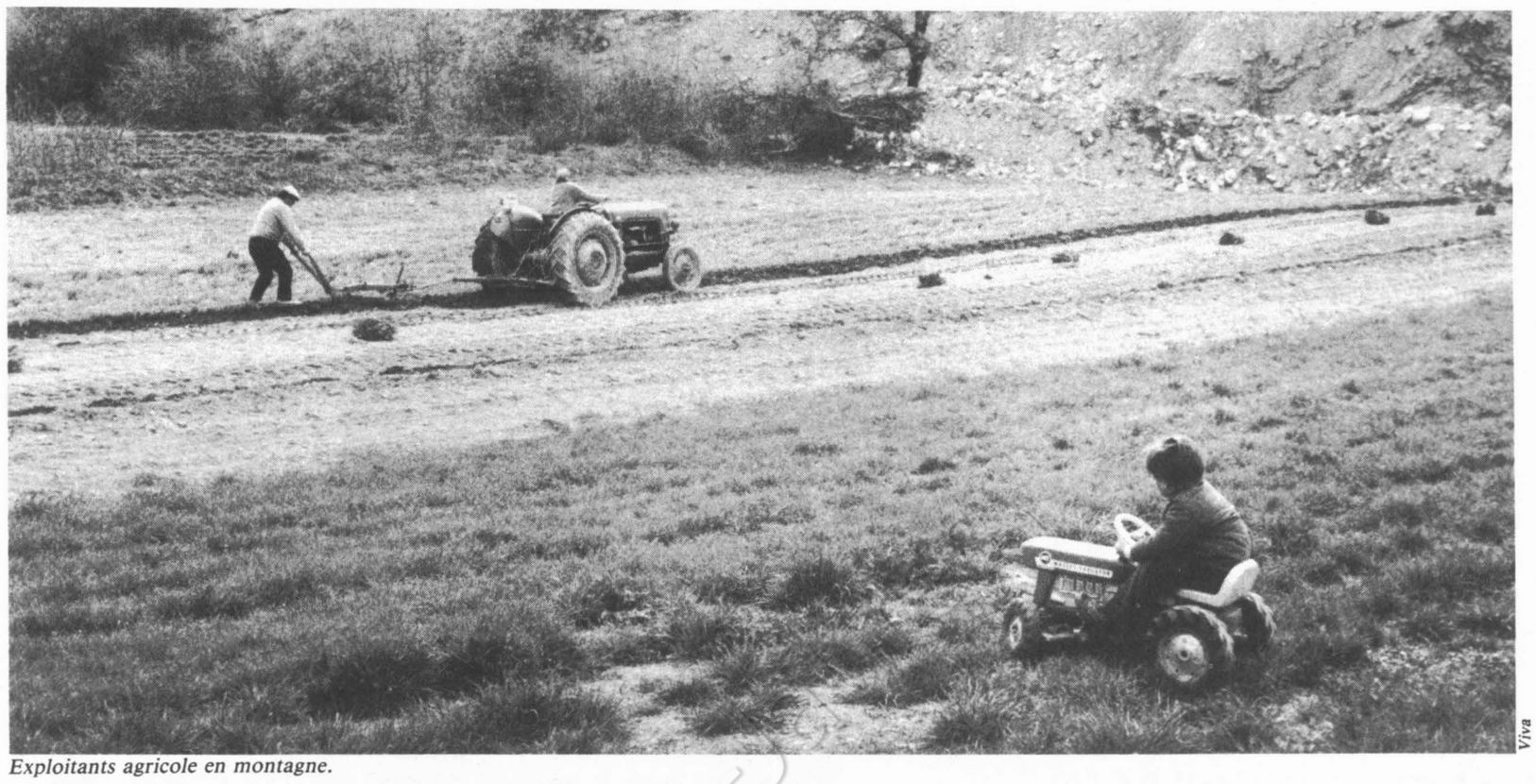
Après une salutaire nuit de repos, les enfants, répartis en six groupes, partaient vers six villes de province — dont trois municipalités à direction socialiste : Albi, Belfort, Marseille — où ils séjourneront. L'accueil fut partout extrêmement chaleureux : chaque municipalité ayant mis des équipements éducatifs, sportifs et de loisirs à la disposition de chaque groupe. Des échanges et rencontres sont également prévus avec des jeunes Français.

Geste politique, solidarité active, cette heureuse initiative contribue au renforcement des liens d'amitié entre les peuples sahraoui et français, alors que le régime giscardien poursuit ses criminelles livraisons d'armes au Royaume marocain, expansionniste et corrompu. « Le Parti socialiste, solidaire de la lutte de libération du peuple sahraoui, dès 1975, est heureux d'accueillir ces enfants, qui demain construiront leur pays. » ●

IV. Corrèze : huit cents francs par mois... mais que la montagne est belle !

Jean-Luc Perrière, comme 30% des jeunes agriculteurs de Corrèze, ne s'en sort que grâce au salaire d'institutrice de sa femme

PAR PAUL LEDUC



Exploitants agricole en montagne. Viva

COMMENT peut-on être paysan en montagne ? En montagne, les terres sont plus ingrates qu'ailleurs, les rendements souvent plus bas ; la dépopulation y est plus flagrante, l'isolement plus grand. Malgré tout, certains s'y accrochent. Parce qu'ils aiment leur terre et leur métier.

Ainsi Jean-Luc Perrière, installé à Lostange, hameau de Sérillac, en Corrèze, depuis 1974. Son grand-père était alors malade : Jean-Luc, qui habitait Annecy, a quitté l'école pour reprendre la propriété. Pour ce garçon âgé maintenant de vingt-cinq ans, c'était un peu un retour à la terre : « Pour moi, Lostange, c'était les vacances en Corrèze, ma grand-mère, les colis de Noël, les bons produits, la vie saine. » La terre, c'était aussi pour lui la voie professionnelle qu'il avait choisie, puisqu'il avait obtenu un brevet technique agricole à l'école d'agriculture de Poissy. Mais il assure que, face à la pratique, il a beaucoup remis en cause la théorie qu'il avait apprise.

Sa femme, Elisabeth, n'aurait jamais voulu vivre à la campagne. Elle pense que la condition paysanne est la pire des conditions. Mais elle dit : « L'amour déplace les montagnes et la ferme, elle, ne pouvait se déplacer. » Dans cette phrase est la première chance de Jean-Luc, avoir trouvé femme alors que dans les régions de montagne celui qui veut rester à la terre doit souvent se contenter de célibat, vivre avec ses parents.

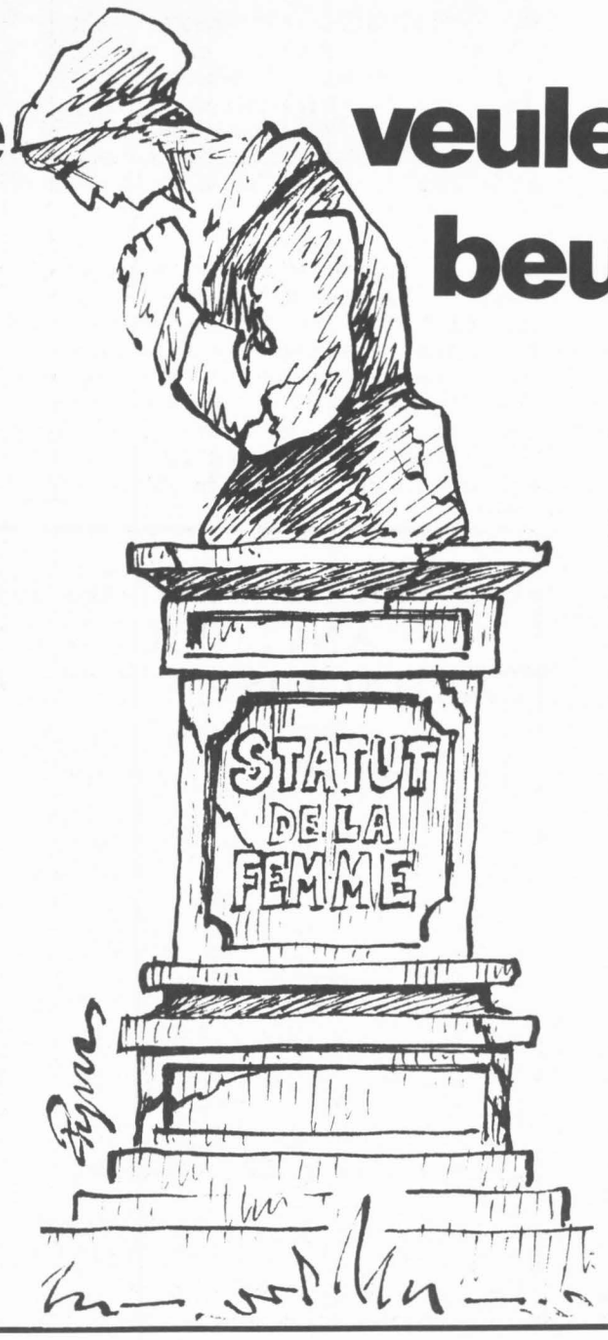
Sa deuxième chance tient dans la taille de l'exploitation : trente hectares de surface agricole utile et six hectares de bois. De plus, pour deux mille cinq cents francs par an — ce qui n'est pas cher pour la région — il loue six hectares de terres à des voisins ou à des « Parisiens ». L'affaire de Jean-Luc, avec ses vingt-deux vaches limousines et ses quinze génisses, est considérée dans le pays comme une affaire au-dessus de la moyenne, moyenne qui dans la région n'est que de douze ou treize hectares. C'est une exploitation d'élevage extensif, ce qui est rare dans la région. « Dans le bas pays de Brive, il reste trois mille exploitations, élevant des animaux, produisant des céréales et des fruits, constate Yves Terrieux, maire socialiste de Sérilhac ainsi que secrétaire départemental à l'Agriculture du P.s. Ce sont en général de petites exploitations sur lesquelles l'élevage ne peut assurer seul un revenu suffisant. »

Pourtant, trente-six hectares, c'est peu. Sur la table de la salle, le jeune ménage étale les fiches de sa comptabilité. Première constatation : l'exploitation est déficitaire de dix-huit mille francs. Il faut rembourser vingt-deux mille francs chaque année au Crédit agricole, car ils ont dû acheter du matériel et racheter à l'oncle le tiers de l'exploitation (cent mille francs à rembourser au Crédit agricole sur trente ans). L'exploitation rapporte huit cents francs par mois au budget du ménage : « Ma terre a une valeur de neuf cent mille francs. Quel investisseur accepterait qu'un capital pareil lui rapporte si peu ? », interroge Jean-Luc.

Dans ces conditions, comment vivent-ils ? Grâce au salaire d'Elisabeth, institutrice dans deux écoles, titulaire seulement depuis l'automne. Elle gagne trois mille sept cents francs par mois. Chance d'autant plus appréciable que les emplois féminins ne sont pas légions dans cette région très touchée par le chômage. Sans ce salaire, il serait impossible de vivre à deux sur cette terre qui impose au chef d'exploitation huit heures de travail en toutes saisons — « on a toujours à donner aux bêtes » — et douze au temps des foins. Elisabeth, elle, travaille sur la ferme environ deux journées par mois.

Ils commentent poste par poste leur budget. Cinquante francs par mois pour la viande : « On tue un cochon par an, Elisabeth déjeune à la cantine et moi chez ma grand-mère. » Budget cinéma : quatre-vingts francs mensuels. « Ça peut paraître beaucoup mais c'est un choix, dit Elisabeth. Leur budget « loisirs » annuel est de quatre mille deux cents francs. Ils prennent à peu près un mois de vacances chaque année : huit jours à Pâques ou à la Tous-

Les agricultrices ne veulent plus "compter pour du beurre"



Elles représentent 48% de la population active agricole, elles travaillent jusqu'à douze heures par jour et pourtant elles n'ont ni salaire ni statut

PAR EMMANUELE PLAS

MENAGERES, cultivatrices, sans profession. C'est ainsi qu'elles apparaissent dans les recensements. Leurs maris sont les huit cent mille chefs d'exploitation français. Autrement dit les agriculteurs. Elles, socialement, économiquement, juridiquement, statistiquement parlant ne sont que leurs femmes. Et pourtant, elles représentent 48 % de la population active agricole. Elles travaillent sur la ferme de trois heures à douze heures par jour. Selon les saisons et selon les exploitations. Mais toujours sans salaire.

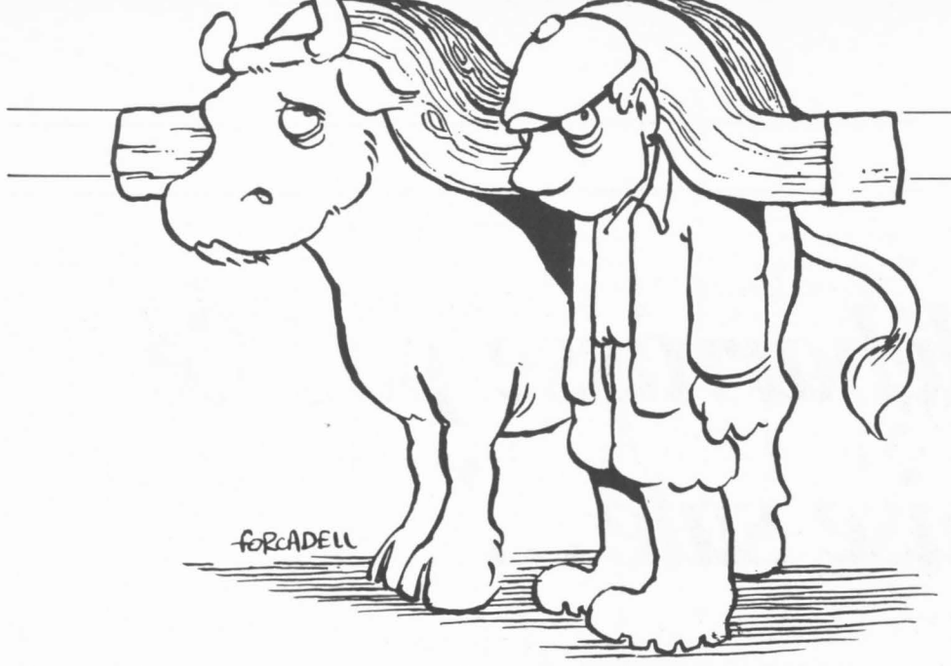
Pour ces femmes, tout se joue en ce moment. Auront-elles ou n'auront-elles pas un statut professionnel ? C'est ce dont discutent les parlementaires français qui doivent voter la loi d'orientation agricole. Le statut des femmes d'agriculteurs constitue une pierre d'achoppement pour laquelle — la fameuse navette entre Sénat et Assemblée ayant échoué — la commission mixte paritaire devra trouver un compromis.

Depuis quelques années, en effet, les femmes d'agriculteurs réclament un statut. Les syndicats agricoles en ont fait une de leurs revendications. Ils ont mené la bataille. Même si, entre eux, ils ne conçoivent pas ce statut de la même façon. Ainsi la F.n.s.e.a. réclamait plutôt un statut des époux qu'un statut de la femme, l'égalité dans la cogérance de l'exploitation et par conséquent des droits équivalents en matière sociale. Le C.n.j.a., quant à lui, insistait sur la reconnaissance du métier, un statut individuel de l'agricultrice dissocié de celui de l'entreprise.

En mars 1977, dans son discours de Vassy, Giscard d'Estaing avait beaucoup promis. Il avait promis aussi pour les femmes de commerçants et d'artisans. Mais comme presque toujours lorsqu'il s'agit des promesses présidentielles, rien n'est venu. Jusqu'à ce que les députés et les sénateurs, R.p.r., socialistes, communistes, déposent des projets de loi. La F.n.s.e.a. jetait tout son poids dans la bataille. Mais le gouvernement a tout arrêté : le statut de la femme serait discuté lors du vote de la loi d'orientation agricole. Histoire de retarder encore un peu les choses.

Voilà qui est en train de se faire, mais les femmes ? Bernard Goury, secrétaire de la commission « Agriculture » du Parti socialiste, est pessimiste : « La loi d'orientation agricole n'apportera vraisemblablement pas de statut pour les femmes. » Il faudrait en effet créer un régime matrimonial spécifique pour les agriculteurs afin que les femmes soient les égales de leur mari dans l'exploitation. Et le Sénat ne veut pas modifier le sacro-saint Code civil. Quant à l'Assemblée, elle veut bien reconnaître aux femmes d'agriculteurs la qualité d'agricultrices, mais pas les avantages sociaux qui en découlent.

« Il faudrait non seulement faire une réforme du Code civil, dit Bernard Goury, mais aussi une réforme du Code du com-



saint chez les parents, deux semaines l'été après la fenaison. L'été dernier, ils sont allés en Avignon en stop. Ces vacances, ils peuvent se les permettre grâce au frère de Jean-Luc qui vient le remplacer. Et parce qu'ils ne payent pas de loyer.

En Corrèze, il y a 6 % de ménages d'agriculteurs de moins de trente-cinq ans. Pour 30 % d'entre eux, la femme est salariée. Sinon, c'est la cohabitation avec les parents chez qui les retraites apportent l'argent frais.

Autres dépenses : les voitures, indispensables : celle de la ferme, qui transporte veaux, foin, engrais et la 4 L d'Elisabeth. Viennent ensuite les achats de journaux, les cotisations syndicales, les dépenses de photo : 3 800 F par an .

Jean-Luc a bien sûr tenté d'améliorer ses revenus, en 1975. Pendant deux ans, il a fait du porc, hors sol. Ce qui lui a rapporté deux millions de centimes. Il a préféré arrêter : le cours du cochon baissait et le rapport était bien maigre pour la servitude que ce type d'activité exige.

Et la servitude, c'est surtout ce que Jean-Luc et de plus en plus de jeunes agriculteurs veulent éviter à tout prix : « Les gens qui travaillent tout le temps n'ont pas le temps de réfléchir, de discuter. Mais, ici, je fais un peu figure de marginal, dit Jean-Luc Perrière, je prends le temps de me cultiver, de m'informer, de militer » — après le congrès de Metz, il a adhéré au Parti socialiste.

Finalement, Elisabeth et Jean-Luc estiment vivre plutôt bien, « relativement bien par rapport aux autres agriculteurs de la région ». L'avenir, bien que les prix soient pratiquement restés les mêmes depuis 1970, ne semblait pas trop gris, à Lostange, jusqu'à l'accident : Jean-Luc s'est fait prendre la main droite dans une botteleuse, à la fin de l'été dernier. Après plusieurs mois d'hôpital, à Bordeaux, et plusieurs opérations, trois doigts ont été sauvés. Il devrait toucher entre trois cents et cinq cents francs par mois pour cette invalidité. Mais lors de son séjour à l'hôpital, il n'a pas reçu d'indemnités journalières alors qu'il aurait dû payer quatre-vingt-dix francs par jour pour un service de remplacement. Il aurait fait faillite si son frère — encore lui ! — n'était pas venu travailler à sa place. « L'assurance, ça n'existe pas pour les paysans, conclut Jean-Luc, sans doute parce que nous prenons trop de risques. » Au retour de l'hôpital, il a quand même fallu rembourser les annuités d'emprunt et, pour cela, contracter un autre emprunt, à court terme. Engrenage dont il est bien difficile de sortir, lorsque les prêts remboursent les emprunts. « Ah si le prix du veau doublait », soupire Jean-Luc. Quel autre miracle pourrait assainir sa situation ?

Mais, de miracle, il n'y a point. Pendant les quinze dernières années, c'est-à-dire depuis la précédente loi d'orientation agricole, la Corrèze a perdu 40 % de ses paysans. Actuellement près de 45 % des agriculteurs de ce département ont plus de cinquante-cinq ans. Toutes les semaines dix exploitations disparaissent.

Si certaines survivent dans le canton, c'est le plus souvent grâce à des expédients, des coups de chance et des rafistolages de bouts de ficelle. Lorsque les coups du hasard sont trop durs, c'est le désert qui s'installe. Un désert qui gagne à grande vitesse toutes les zones rurales dites difficiles. Un désert que seuls quelques ballons d'oxygène sous la forme de primes parviennent à ralentir. La prochaine attendue en Corrèze sera probablement la prime « à la vache allaitante », dernière trouvaille européenne pour limiter les excédents laitiers. Des ballons d'oxygène qui sont aussi de bons moyens d'isoler les paysans des autres catégories de travailleurs en les transformant en assistés. Les agriculteurs du canton de Beynat (200 m à 550 m d'altitude) touchent depuis la campagne électorale pour les dernières élections cantonales une prime « zone de montagne ». Cette année elle a été payée au mois de mai — et revalorisée —, l'année précédente elle était tombée au mois de septembre. Gageons qu'en 1981, elle sera payée avant le scrutin des élections présidentielles ! ●

merce. Il n'y a aucune définition légale de l'exploitation familiale agricole. En tout cas, ça ne correspond pas à celle d'une entreprise ; ainsi on n'applique pas aux salariés agricoles le Code du travail mais le Code rural. Il faut aussi décorporatiser le problème et rompre l'isolement des agriculteurs : les femmes de commerçants, d'artisans ont les mêmes problèmes.»

Bien que la F.n.s.e.a. soit déçue par l'écart existant entre ses revendications premières et le texte qui risque d'être voté, elle souhaite quand même que ce soit le texte de l'Assemblée, « plus évolutif », qui soit adopté : « Si nous n'obtenons pas maintenant le principe du statut, la reconnaissance à la femme d'agriculteur de la qualité d'agricultrice, nous ne l'obtiendrons plus d'ici longtemps !, dit Bernadette Gain. Avec ce principe, nous pourrons nous battre pour obtenir les avantages sociaux y afférant. »

C'est parce que les conséquences sociales n'étaient pas prévues par le texte que les socialistes ne l'ont pas voté. Ils craignaient qu'en faisant payer des cotisations aux agricultrices les charges de l'exploitation ne soient considérablement augmentées sans que, en contrepartie, les prestations soient définies.

« Car tout cela est aussi une question de gros sous, dit Marie-Catherine Bécouarn, spécialiste des problèmes agricoles et journaliste à « Agri-Sept ». Actuellement les huit cent mille femmes d'agriculteurs sont considérées comme non actives, aussi le régime social agricole reçoit-il de l'Etat une compensation de plus de six milliards de francs. Si on considère que ces femmes sont des « actives » et qu'on en tire les conséquences (pension invalidité, retraite complémentaire), il faudrait trouver deux milliards et demi de plus. « Trouver des ressources à l'intérieur du monde agricole semble, au premier abord, difficile : il y a un retraité agricole pour un actif alors qu'on compte, dans le régime général un retraité pour trois actifs. » « Cependant, dit Bernard Goury, il faut revoir le régime social agricole qui repose sur une injustice. Il repose en effet sur la cotisation cadastrale ; ainsi à surface égale un gros céréalier d'Ile-de-France ne paie pratiquement pas une cotisation plus importante qu'un paysan de Lozère. Alors que la différence entre leurs revenus est considérable : un à trente-trois, en moyenne ! »

Mais le gouvernement et sa majorité préfèrent sacrifier les femmes : en cas d'invalidité, elles ne touchent pas de pension ; elles n'ont pas de retraite complémentaire et n'ont droit qu'à la moitié de la retraite de leur mari, en cas de veuvage. Le congé de maternité n'existe que depuis juillet 1977 : il était fixé à quatorze jours et remboursé à 75 %. En février 1979 il est passé à vingt-huit jours et, depuis un mois seulement, il est remboursé à 90 %. Paradoxalement, ces citoyennes de seconde zone cosignent les emprunts que les maris, chefs d'exploitation, font aux banques alors qu'elles ne peuvent pas représenter l'exploitation auprès des organismes publics ou coopératifs. Notamment auprès du Crédit agricole.

« Je suis enchaînée corps et biens, confie une agricultrice, même si mon mari me tape dessus. » Car dans la pratique ce droit-là, les agricultrices ne l'ont pas. A moins de vouloir se retrouver « sur la paille ». En effet le chef d'exploitation démontrera toujours que son entreprise n'est pas viable si elle doit être partagée. Aussi en campagne le divorce est-il rare.

Si le mari meurt et qu'il tenait sa ferme de famille, elle n'a aucun droit, les enfants peuvent vendre l'exploitation. Si mari et femme ont acheté l'exploitation au cours de leur vie conjugale, la veuve n'en aura que la moitié et là aussi la ferme pourra être vendue par les héritiers du mari. Puisqu'elle n'est pas salariée, puisqu'elle est considérée comme non active, le travail qu'elle a accompli pendant des années, voire des décennies, ne comptera pas. Tant pis pour elle : elle n'était que la femme ! ●

42 ans, des prêts sur le dos pour 25 ans

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

CLAUDE Namont est agriculteur dans la Somme où il exploite quatre-vingts hectares. Betteraves, céréales, pommes de terre et légumes pour conserves : on pourrait croire a priori que ce type d'exploitation rencontre peu de problèmes. Et pourtant, Claude Namont montre clairement que tout n'est pas rose pour lui : « Nous subissons depuis quelques années une politique agricole qui, comme la politique économique globale, favorise les installés et les nantis. »

Car l'agriculteur doit affronter trois problèmes majeurs. Le premier, le foncier. « La terre est un produit qui devient rare mais pour l'agriculteur elle n'est qu'un support. Le dilemme, c'est d'avoir toujours lié la propriété foncière au libre exercice de notre profession. » Lui, par exemple, a été obligé d'acheter.« Alors que je n'y tenais pas du tout. Mais, sur huit de mes propriétaires, quatre ont voulu vendre et j'ai dû acheter les deux tiers de l'exploitation en six ans. A quarante-deux ans, je me suis retrouvé avec des prêts sur le dos pour vingt-cinq ans. Et sept enfants, étudiants ou en âge scolaire. Et nous n'avons pas même droit à des bourses, du fait de notre capital... »

Après avoir échoué en médecine, son fils de vingt-six ans travaille maintenant avec lui. « Je ne peux pas m'associer avec lui en G.a.e.c., à cause de ses frères et sœurs et des emprunts que je dois payer. On en arrive à une absurdité : la meilleure solution pour la famille serait que je me casse la pipe, l'assurance-vie payerait tout ! »

Finalement, c'est 40 % du revenu brut de l'exploitation qui est consacré à l'achat du foncier, soit 66 000 F par an. Reste en revenu personnel 4 000 F par mois pour Claude Namont et environ 3 500 F (?) pour son fils. Peu de chose, si on considère que sa femme et ses six autres enfants doivent s'en débrouiller.

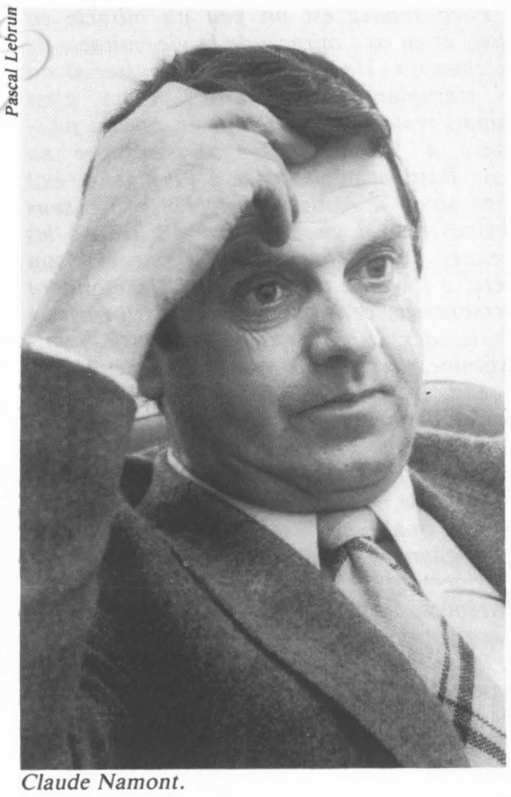
« Il faudrait changer les coordonnées économiques pour que les agriculteurs ne soient pas contraints de consacrer leur revenu à l'achat du foncier. L'ensemble de la collectivité doit reconnaître le caractère agricole de la terre. Et permettre ainsi aux fermiers d'être plus dynamiques. Car à l'heure actuelle il est impensable qu'une vie professionnelle suffise à acheter à la fois le foncier et les moyens de production. »

D'autant que l'agriculture française supporte un suréquipement endémique. « Les investissements en moyens de production, notamment en matériel, pourraient être plus rationalisés, explique Claude Namont. La seule information technique disponible est donnée par les constructeurs, qui poussent à des équipements supplémentaires. Dans ma région, nous travaillons beaucoup en entraide, pour tous les chantiers de récolte et de semis. Mais les C.u.m.a. (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) sont encore insuffisamment nombreuses. Et je dois faire seul des investissements en matériel de manutention ou en tracteurs puissants. On peut avoir besoin d'un 100 CV mais, pour l'amortir, il faut le faire tourner mille heures par an... »

Troisième problème crucial, selon Claude Namont, la mise sur le marché des produits. « Les producteurs n'ont aucun pouvoir sur le marché, alors qu'ils pensent se situer au même niveau qu'un libre entrepreneur. Le statut juridique d'un agriculteur est le même que celui du p.-d.g. d'une multinationale mais son pouvoir économique est sans commune mesure. Nous n'avons aucun moyen de pression ni de contrôle sur les industries agro-alimentaires qui achètent nos produits. Chaque agriculteur est obligé d'accepter les prix qu'on lui propose individuellement. »

Claude Namont raconte pourtant l'histoire de cet agriculteur qui, refusant les conditions faites par la conserverie, a rechargé tous les haricots qu'il venait de livrer et les a vendus sur le marché avec sa femme. Mais combien peuvent suivre cet exemple ? Claude Namont, lui, a préféré abandonner le haricot et les épinards, trop sensibles au froid et à la sécheresse — « si je n'avais pas dû acheter des terres, j'aurais sans doute irrigué » — et se contente aujourd'hui de petits pois pour Bonduelle. « Cette entreprise mène une politique d'investissements et d'exportation audacieuse, elle achète toutes les conserveries belges et hollandaises et attend de pied ferme les Anglais et les Américains. Mais ni les producteurs ni les travailleurs ne s'y retrouvent. Il n'y a dans cette boîte ni syndicalisation ni information sur les accidents du travail. Nous ne comptons pas plus que les ouvriers, nous subissons leurs diktats, lorsqu'ils prétendent que la qualité de notre livraison n'est pas bonne. »

La question des débouchés se comprend facilement : ou bien il faut réduire la production pour éviter les excédents ou bien il faut exporter. Et s'en donner les moyens.


Pascal Lebrun

Claude Namont.

« Ce qui coûte cher à la Nation, ce sont les erreurs de la politique agricole, par les aides à l'exportation. On sait que les cours mondiaux sont des prix politiques et même pour vendre des camions à l'étranger l'Etat aide les constructeurs. Pourquoi pas l'agriculture, puisqu'on parle de pétrole vert ? »

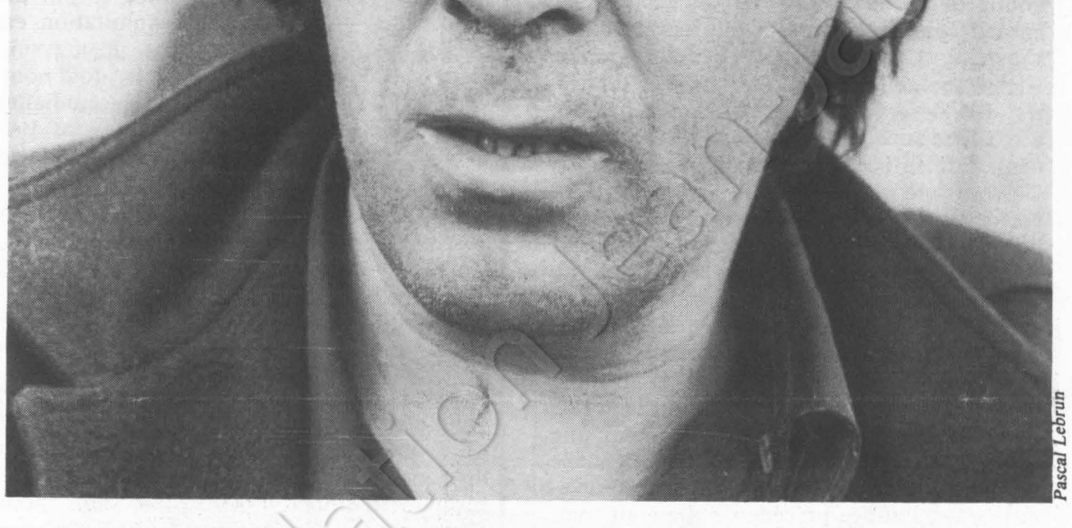
Le drame est qu'on pousse les agriculteurs à produire toujours plus. « On leur fait faire des plans de développement pour des investissements très importants, de trente à soixante millions d'anciens francs, sans leur garantir un minimum de débouchés. Alors qu'un industriel qui lance une nouvelle chaîne a un carnet de commandes en main. »

De l'avis de Claude Namont, il faudrait que les organisations professionnelles se regroupent pour être présentes sur tous les marchés. « Les coopératives, les chambres d'agriculture, le Crédit agricole comme le syndicalisme organisent des cessions pour inciter les agriculteurs à produire davantage mais attendent du ciel une solution à l'exportation. Mais pourquoi l'exploitant serait-il toujours le seul à assumer des problèmes de marché qui ne dépendent pas de lui ? Lui ne devrait prendre en charge que les données techniques. Pourquoi ne pas partager la responsabilité de la réussite ou de l'échec commercial en trois tiers, un pour le producteur, un pour le crédit, un pour la coopération ? Peut-être alors les organisations qui ont une taille suffisante pour agir sur le marché commenceraient-elles à le faire. »

Ce que Claude Namont propose peut sembler de bon sens. Dans d'autres secteurs de l'économie, les banques, par exemple, prennent une partie du risque à l'exportation à leur charge. Alors que l'agriculteur encaisse seul les conséquences d'une mévente. Mais le système n'envisage encore pas une telle révolution. Et les agriculteurs ont encore trop rarement conscience des données du problème. « Par manque de formation et de réflexion, ils acceptent les conditions du marché. Et se laissent encore prendre aux discours démagogiques », conclut Claude Namont. ●

Paco Ibanez : "On ne se débarrasse pas de l'exil comme d'une chemise sale..."

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS


Pascal Lebrun

D'ABORD, il y a cette gueule : jamais rasée de près, toujours un peu fripée, mais pas patibulaire pour un sou. Une bonne bouille fraternelle où se mêlent des rondeurs enfantines et des saillies façon Vélasquez. Quelque chose de fier, de fragile et de tragique tout en même temps. Ensuite, au doux milieu de ce visage, deux soleils noirs : les yeux ; ils sont perçants, calmes, intenses, brûlants ; ils passent de la dureté à la douceur à la vitesse de la lumière. Enfin, il y a les autres : la « tribu » Ibanez ; la fille, le frère, les amies et les amis, le chat. Un territoire de tendresse, une géographie personnelle sans lesquels Paco n'existerait pas.

Paco Ibanez est un peu un miracle en chair et en os : miracle de la vie, miracle de la chanson. Un arbre peut-il pousser si on le transplante sans cesse ? Paco n'est jamais resté très longtemps en place : naissance à Valence (Espagne), enfance au pays Basque, adolescence à Perpignan, exil sans soleil à Aubervilliers. Un arbre sans racines peut-il vivre ? Paco n'a trouvé les siennes que le jour où il a retrouvé son père, à l'âge de quatorze ans. Un étonnant personnage, ce Manuel Ibanez ! Ebéniste à Paris, dès 1920, dans le faubourg Saint-Antoine, il retourne en Espagne en 1931, quand la République est proclamée. Il milite dans les rangs anarchistes, combat contre Franco, s'exile en France, connaît au camp d'Argelès les internements organisés par le gouvernement de Vichy, mais réussit finalement à se réinstaller artisan à Perpignan. C'est là qu'il fait venir, clandestinement, une nuit de 1948, à travers les Pyrénées, le petit Paco, son fils, qu'il n'a pas revu depuis la victoire de Franco...

Paco apprend l'ébénisterie. Mais il se passionne autant pour la guitare que pour le rabot. Manuel Ibanez, qui a fréquenté Manuel de Falla et les artistes espagnols vivant à Paris dans les années vingt, pense que la capitale française pourrait être bien utile aux vélléités musicales de son fils : il s'installe à Aubervilliers. Paco découvre pêle-mêle le quartier Latin, les cabarets, l'art cinétique, Jean-Sébastien Bach, Brassens, la poésie... De sa besace d'autodidacte il va bientôt sortir ce qui lui convient le mieux : la chanson. Il ose. Il met en musique Gongora et Lorca. Il dit à sa manière tout ce qu'il a sur le cœur : son goût de l'amour et sa haine du fascisme. Il devient la voix espagnole de l'exil. Ses disques (1) s'arrachent. En mai 1969, six mille personnes envahissent la cour de la Sorbonne pour venir l'écouter. Désormais, partout où il passe, il remplit les salles et les chapiteaux. Son succès actuel, à Bobino (2), confirme ce phénomène sans précédent : un chanteur espagnol devenant une « vedette » en France.

Franco est mort. L'Espagne a repris les chemins de la démocratie. Paco peut désormais chanter librement dans son pays. Il ne s'en prive pas. Tous les Espagnols lui font un triomphe : cette voix chaude et profonde, ce lyrisme teinté d'ironie, cette drôlerie et cette émotion, ils aiment, ils en redemandent. Pourtant, Paco ne retourne pas vivre en Espagne. Il reste à Paris, au milieu de la tribu Ibanez. Ils se retrouvent tous, chaque jour, à l'Atelier où les uns travaillent le bois, une autre la reliure. L'Atelier se cache dans un des rares passages pavés qui aient survécu du côté de Beaubourg. Presque une ruelle de Barcelone ! C'est là qu'en 1622 Molière eut son théâtre. C'est là que bat le cœur de Paco Ibanez, là que ses chansons prennent leur source.

« L'UNITE » : Comment as-tu découvert cet antre, cet atelier ? Par hasard ?

PACO IBANEZ : Je pourrais te répondre : oui. Mais ce serait inexact. Le hasard n'existe pas. Dans la vie quotidienne, dans la création, on ne trouve pas par hasard. On trouve parce qu'on est en train de chercher. L'autre jour, avec un ami, nous avions besoin de sciure. Nous marchions dans la rue, en nous demandant où nous allions pouvoir en trouver. Au moment où nous traversions le boulevard Edgar-Quinet, un camion est passé : de la sciure ! Est-ce vraiment le hasard ? Aurions-nous même remarqué ce camion si nous n'avions pas cherché de la sciure ? Le hasard, c'est quelque chose qu'on prépare, qu'on mérite.

Imagine Brassens en train de faire une chanson. Il cherche un mot. Il continue à vivre, à lire, à rencontrer des gens.. Et, tout à coup, au milieu d'un livre ou d'une conversation, son mot surgit ! Ce n'est pas tout à fait du hasard...

— Brassens ! Il n'y a pas une minute que nous parlons et son nom est déjà sur tes lèvres. Il est vrai que tu viens de l'enregistrer en castillan (3)... Mais de toute façon, tu le cites souvent. Pourquoi ?

— Parce que c'est lui qui m'a fait découvrir que j'étais fait pour chanter. Avant lui, je ne le savais pas. J'avais vingt-deux ans. J'habitais Aubervilliers. J'ai découvert Brassens. J'ai aimé ses chansons. Elles se sont peu à peu installées en moi. Elles ont tout déclenché : j'ai eu, moi aussi, envie de faire des chansons...

Parce que, entre chanter pour soi, pour les siens et chanter pour en faire son métier... il y a une différence ! C'est Brassens qui m'a fait découvrir que je pourrais très bien faire pour le public ce que je faisais pour mon plaisir. Car, je dois le reconnaître, j'ai toujours chanté. A la ferme de mon grand-père, en pays Basque, là où j'ai passé mon enfance, j'ai toujours chanté : en me promenant dans la montagne, en gardant les vaches. Je connaissais par cœur toutes les chansons à la mode. J'achetais les paroles à chaque fois que j'allais à San Sébastien.

— Comment as-tu vécu cette période, cette jeunesse en Espagne franquiste ?

— A l'époque, je ne comprenais pas grand-chose à ce que je vivais. J'étais dans une ferme avec mon grand-père, ma tante et mon oncle. Mon oncle, c'était le frère de ma mère. Il me servait de père. Puisque mon père était en France : je le savais, mais je ne savais pas pourquoi. Ma tante me servait de mère. Puisque ma mère vivait à San Sébastien. Quand ma mère venait à la ferme, elle se disputait souvent avec mon oncle. Je ne comprenais pas pourquoi. Mon oncle avait été blessé « à la guerre » ; quand il était en colère, il me montrait son bras mutilé et il criait : « Regarde ce que ton père m'a fait !» Je ne voyais pas très bien pourquoi mon père aurait blessé mon oncle...

Je n'ai compris mon enfance que rétrospectivement : plus tard, quand j'ai pu rejoindre mon père en France. J'avais quatorze ans. Il m'a tout expliqué, lui : qu'il s'était battu du côté des Républicains, que mon oncle avait été enrôlé comme soldat dans les troupes de Franco. Il m'a dit pourquoi il ne pouvait pas revenir en Espagne. Il m'a parlé de la liberté, du fascisme, de la République. Là, j'ai choisi le camp de mon père, les valeurs qu'il défendait. Et, de ce jour, j'ai assumé les conséquences de ce choix. A quatorze ans, je me suis trouvé en situation de Résistant. Je résiste encore. Je résisterai toujours. A toutes les dictatures d'où qu'elles viennent. Je me suis retrouvé exilé à quatorze ans. Je le resterai toute ma vie.

— Mais personne ne t'empêche plus de rentrer en Espagne et d'y vivre !

— C'est vrai. Mais, il n'y a pas que l'aspect géographique dans l'exil. Etre hors de son pays et ne pas pouvoir y revenir, c'est terrible, c'est insupportable. Mais ne pas pouvoir être libre à l'intérieur même de ce pays c'est aussi être en exil : tous les Espagnols qui n'étaient pas fascistes étaient en exil dans leur propre pays sous Franco. Sakharov, aujourd'hui, en U.r.s.s., est aussi un exilé de l'intérieur ; et des quantités de Soviétiques avec lui.

L'exil, c'est quelque chose qui te marque comme un fer rouge. Tu ne peux pas décréter que c'est fini. Tu ne peux pas t'en débarrasser comme d'une chemise sale. Quand tu as été exilé une fois, tu n'es plus jamais comme avant. Une part de toi reste à jamais en exil. Jusqu'à ma mort, même si je peux retourner en Espagne, je me sentirai proche des exilés, des exilés plus que des autres. C'est pour cela que je continue à chanter pour les exilés, à leur dédier plusieurs chansons partout où je donne un récital. Partout où il y a un bâillonné, il y a un exilé.

Quand je suis en France, je suis un exilé. Quand je retourne en Espagne, je suis aussi un exilé : les critères de valeur dont se servent les gens dans la vie quotidienne ne sont pas les miens ; depuis trente ans que je vis en France j'ai adopté les critères français...

— Tu vis mal cela ? Comme un déracinement définitif ?

— Mon problème, c'est que je ne suis d'aucun endroit complètement. Je suis un peu de Valence, un peu du pays Basque, un peu de France. Je suis donc une victime, au départ. Mais, en même temps, je me suis trouvé au carrefour de plusieurs civilisations. Ce qui m'a permis d'universaliser ma douleur. Ce qui a fait de moi un pionnier involontaire de cette Europe de rêve qui permettrait les métissages et respecterait les particularités. L'Espagne est d'ailleurs en passe de devenir une préfiguration de cette Europe-là.

— Vraiment ?

— Pendant longtemps, la France a donné des leçons de démocratie à l'Espagne, des leçons justifiées. Aujourd'hui, l'Espagne pourrait donner des leçons à la France. Aujourd'hui, à Madrid, on reconnaît la réalité basque, la réalité catalane, la réalité galacienne, la réalité andalouse. Il ne s'agit pas seulement de la reconnaissance de l'existence de cultures et de langues différentes. Il s'agit aussi de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à choisir ceux qui gouvernent. Y a-t-il, en France, un Parlement occitan à Montpellier, un Parlement breton à Rennes, un Parlement corse à Ajaccio, un Parlement alsacien à Strasbourg ? En Espagne, la diversité est reconnue. Et, maintenant, chacun me comprend quand je dis que je chante « en castillan », c'est-à-dire dans la langue de la Castille qui n'est pas « la » langue espagnole, puisqu'il y a aussi le basque, le catalan, etc.

— Tu maîtrises également tout à fait bien un autre langage, universel celui-là : la musique. Comment l'as-tu apprise ?

— Grâce à mon père. Il a enseigné à ses enfants, il m'a enseigné l'utopie. L'utopie politique, bien sûr : ce qui permet, en visant l'inaccessible, d'aller le plus loin possible. L'utopie à travers l'art : ce qui fait que je ne suis jamais satisfait de ce que j'ai fait, que je suis toujours plus exigeant. Oui, mon père s'est refusé à me donner comme idéal le « pipi-caca-dodo ».

J'ai rejoint mon père à Perpignan en 1948. J'avais alors quatorze ans, je te l'ai déjà dit. Là, tous les soirs, sur une place, des gitans jouaient. J'allais les entendre. En rentrant, je prenais une guitare et j'essayais de sortir des notes. Je jouais aussi de l'harmonica et du pipeau. D'autres m'auraient découragé. Mon père m'a encouragé. Il a fait mieux : il est monté à Paris pour que je puisse apprendre sérieusement la musique. J'ai tout de suite pris des cours de guitare classique. Mais je n'étais pas assez doué, organisé et discipliné pour devenir un grand interprète classique. Je suis un guitariste raté... Mais j'ai fait suffisamment de musique pour pouvoir composer et m'accompagner sans difficulté.

— En fait, tu es devenu chanteur le jour où tu as osé mettre en musique des poèmes. De qui tenais-tu cette passion pour la poésie qui ne te quittes pas ?

— Mais tu rigoles ! Tu vois mon grand-père, dans sa ferme du pays Basque, me réciter du Gongora ! Mon grand-père qui était maire parce qu'il était le seul du village à savoir signer... Avant que Brassens ne déclenche en moi le goût des textes, je n'avais mis le nez dans aucune littérature : même pas dans Cervantès !

En 1958, une amie (4) m'a fait cadeau d'une très belle revue sur l'Andalousie. Les photos étaient magnifiques. Sur l'une, on voyait une femme en noir qui marchait vers la mer. En guise de légende il y avait un poème de Gongora. C'est comme cela que j'ai découvert la poésie. Gongora m'a amené à Lorca, Lorca à Alberti, Alberti à Felipe, etc. Je les ai découverts à mon rythme, tranquillement, selon mes angoisses ou mes joies, peu à peu : j'ai rencontré des poètes comme on rencontre des gens. Si j'ai osé les mettre en musique c'est grâce à Brassens : il l'avait fait, lui, avec Paul Fort, Francis Jammes et Aragon. Il m'avait montré la voie.

— La qualité des textes que tu choisis et la force de ta musique expliquent sans

doute ta popularité. Mais je crois, pour ma part, que ta voix n'est pas pour rien dans ton succès. Tu la soignes ? Tu la travailles ?

— Pas du tout. Techniquement, je ne la travaille pas. Je l'ai, c'est tout. Mais, j'essaie de l'utiliser de façon sensible. Ma voix n'est pas une simple machine. Elle est un des véhicules de mes émotions. Par elle, par ses possibilités, je tente de suggérer. Une voix peut être techniquement parfaite et ne rien suggérer. Alors, c'est un désastre. Une voix sans émotion, c'est plat comme un slogan. Dans une manif, tu peux crier : « Patron, salaud, le peuple aura ta peau ! » Mais tu ne peux le chanter sur une scène. Il faut que tu fasses comme le poète, que tu suggères : « Cueilleur d'olives, à qui sont ces oliviers que tu plantes ? » Pour la voix, c'est pareil : aussi forte soit-elle, tu ne dois pas marteler, seulement suggérer.

— Pourquoi n'écris-tu pas tes textes toi-même ? Pourquoi vas-tu chercher chez d'autres l'expression de ce que tu penses, de ce que tu as envie de dire ?

— Je laisse toujours une porte ouverte. A cette question, je réponds toujours : « Un jour, peut-être... » Mais, au fond de moi, je sais que je mens : je n'oserai jamais écrire pour chanter ; parce que j'ai placé la barre trop haut ; parce que je n'écrirai jamais aussi bien que les poètes que j'aime. J'écris des petites fables en castillan, mais elles n'ont rien d'universel. Je ne suis pas Lorca !

C'est normal que je n'écrive pas les textes de mes chansons. Je ne suis entré en littérature que très tard. Je n'ai pas de formation littéraire. Je n'ai jamais fait d'études. Mon université, ça a été la vie, la montagne, les rues. Les livres que j'ai lus s'appellent pays Basque, Perpignan, Aubervilliers, Paris... Je ne suis pas poète.

— Tu n'aimerais pas le devenir ?

— J'aimerais bien. Pour parler d'amour, d'abord. Tu sais, pendant des années, pendant le franquisme, nous avons été en pleine bourrasque, obligés d'aller au plus urgent, de résister, de gueuler dans l'espoir de chasser l'orage, d'éclaircir le ciel, d'offrir à nos enfants des temps meilleurs oú ils pourraient s'aimer sans avoir la peur au ventre. Le franquisme a pris nos coups sur la gueule, il est tombé sur son cul. Je me sens le droit, maintenant, de parler un peu plus de la plus belle chose qui existe, de la base de la vie : l'amour.

Si j'étais poète, je crois que je ferais aussi une chanson sur le football, sur Platini, tiens ! Et une autre sur le bois, sur le combat de l'ébéniste avec le bois. Et encore une sur la cuisine. Parce que la cuisine c'est de l'art aussi, du grand art. Tu n'as jamais goûté la paella de ma mère ? Ah ! si on faisait un tour du monde en quatre-vingts plats, la paella de ma mère serait une des étapes du voyage ! Une paella, ça vaut un concerto brandebourgeois de Bach. C'est une pièce de patrimoine. C'est un morceau d'Histoire : il a fallu que les Romains apportent les artichauts, les Arabes le citron et les Valenciens le poulet ; il a fallu que quelqu'un ait l'idée d'associer tous ces apports... Une paella mal faite, c'est comme une mauvaise chanson : détestable. La cuisine n'est pas un art neutre ; le contexte a son importance : la meilleure paella du monde ne sera pas très digeste... si c'est un fasciste qui te l'offre !

— Si un jour tu devais t'arrêter de chanter, tu te ferais footballeur, cuisinier ou ébéniste ?

— Je ne sais pas. Cela dépend du moment historique. S'il avait à lutter contre une dictature (qu'elle se réclame ou non du prolétariat !) et que je ne puisse plus chanter, j'essaierais de trouver une arme efficace pour m'opposer à cette mort organisée. Dans un contexte plus calme, il me faudrait mener une course contre ma propre mort : créer. Je ne sais pas quoi, mais il faudrait que je crée, que j'invente de la vie.

C'est ce que je fais tous les jours : j'invente, je fais des projets. Je ne peux pas vivre sans projet. En ce moment, j'ai un projet de chapiteau : un espace créatif itinérant où se mélangeraient des disciplines artistiques différentes qu'on oppose bêtement et que je voudrais réunir. Demain, j'aurai un autre projet. Le futur, c'est mon présent à moi. Je crois que c'est le cas de tous les exilés. ●

---

(1) et (3) Paco Ibanez a enregistré une dizaine de disques. En un an, il vient de sortir : « la Triste Histoire » (Polydor 2393 225) et « Paco Ibanez chante Brassens en castillan » (Polydor 2393 261).

(2) Paco Ibanez chante à Bobino depuis le 7 mai. Il termine le 25. En première partie de son spectacle, il a invité le guitariste portugais Carlos Paredes et le chanteur français Jacques Florencie, qui interprète Gaston Coûté.

(4) Il s'git de Nicole Higelin. En 1980, elle est l'attachée de presse de Paco Ibanez : fidélité, fidélité...

Les trésors de la réédition

En attendant de voir les films de Cannes - abusivement retenus par les dictateurs de celluloïd de la distribution, on peut retrouver ou découvrir des chefs - d'oeuvre comme "Hamlet", "Rome ville ouverte", "Lola Montes" ou "Johnny s'en va-t-en guerre"

PAR SERGE RICHARD

GIGANTESQUE représentation que le capitalisme cinématographique se donne à lui-même avant d'être accessoirement un lieu d'expression, la grande foire cannoise se double, très logiquement, d'une grosse feinte tactique : pendant plusieurs semaines, avant et pendant le festival en question, les trusts de la distribution cessent totalement d'alimenter les écrans en films d'un quelconque intérêt. Ils espèrent ainsi déclencher parmi les spectateurs de cinéma un appétit, sinon un « manque », qui les fera se précipiter encore plus nombreux ensuite quand « sortiront », pour le grand public, les films de Cannes.

Au moins les pratiques de ces dictateurs de celluloïd ont-elles leur bon côté : une flambée massive, sur les écrans de Paris et des grandes villes françaises, de rééditions. Des années après leur sortie première, on peut retrouver ou découvrir ainsi, actuellement, des œuvres aussi importantes que le « Hamlet » de Laurence Olivier, « Lola Montes » de Max Ophüls, « la Voix lactée » de Luis Bunuel, « le Procès Paradine » d'Hitchcock , « les Trois Jours du condor » de Sydney Pollack,« Rome ville ouverte » de Rossellini, « Une journée particulière » d'Ettore Scola, des « festivals » consacrés à Chaplin, aux Marx, à Godard, à Rohmer, à Mizoguchi et Kurosawa... Sans compter des films français méritant bien une relecture (« la Vieille Dame indigne », « le Grand Blond »), une anthologie du mélo et le « Merci Cannes » du Cosmos présentant un florilège soviétique où brille particulièrement le méconnu « Solaris » d'Andrei Tarkovski —, dont on vient de projeter sur la Croisette cette œuvre immense nommée « Stalker », l'une des plus belles méditations cinématographiques de ce temps (voir le n° 349 de « l'Unité »).

Parmi toutes les reprises, l'une mérite un traitement particulier et à plus d'un titre : « Johnny s'en va-t-en guerre » de Dalton Trumbo. D'abord, en hommage à un écrivain qui serait à coup sûr devenu l'un des scénaristes à succès du cinéma américain si sa carrière n'avait été longtemps entravée par les persécutions de la tristement célèbre commission McCarthy. Trumbo fut condamné à un an de prison pour présomption de communisme et inscrit sur la « liste noire » lui interdisant toute activité professionnelle. Il ne put réussir à travailler que clandestinement, grâce à l'amitié des cinéastes de gauche ou libéraux : Joseph Losey, John Berry, Otto Preminger, etc.

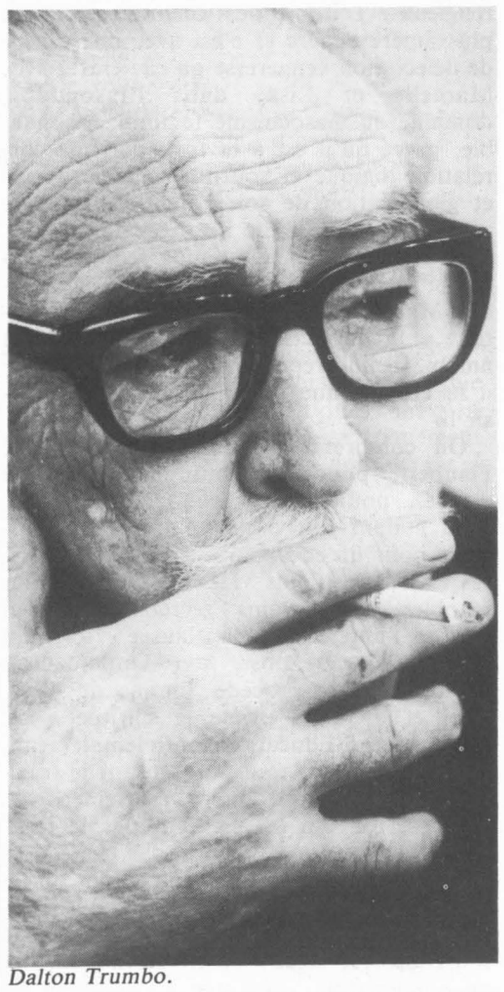
C'est d'ailleurs un de ses proches, Luis Bunuel, qui devait porter à l'écran « Johnny », un roman que Trumbo avait écrit en 1939... Finalement, l'écrivain prit lui-même la caméra en 1971, dans des conditions de production complètement indépendantes, pour réaliser ce qui constitue peut-être le premier vrai film antimilitariste.

Peut-être ressentira-t-on quelque appréhension à entrer voir un film dont le héros est une larve humaine, qui dans un hôpital militaire de 14-18 survit sans bras, ni jambes, ni yeux, ni nez, ni bouche, après avoir été tronçonné par un obus, au cours d'une attaque inutile commandée par un officier encore plus stupide que ceux des « Sentiers de la gloire » de Kubrick. Mais on s'aperçoit très vite que cette larve, en réalité, continue d'abriter un cerveau et un cœur dont les souvenirs, les pensées, les émotions sont habités par la beauté et la sérénité : celles qu'apportent les retours à un passé heureux, celles aussi qu'une infirmière suscite en découvrant avec le mutilé une communication qui s'épanouit en amour.

Lorsque le roman (aujourd'hui réédité) fut écrit en 1939, il était le sursaut d'un pacifiste devant l'approche de la nuée noire. Quand le film fut à son tour réalisé, c'était (voir le n° 7 de « l'Unité ») en protestation contre la guerre du Viet-nam, féconde elle aussi en hommes-troncs. En 1980, dans un contexte encore différent, « Johnny s'en va-t-en guerre » apparaît pour ce qu'il est plus que tout : un cri, hurlé, de foi en l'homme. ●



« Hamlet. »



Dalton Trumbo.



« Johnny s'en va-t-en guerre. »



Abonnement

1 an ..... 150 F
Etudiant, apprenti, chômeur . 115 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Adressez votre demande d'abonnement à la N.r.s. 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

cinéma

MAI * N° 257

Portrait d'acteur
ROBERT
REDFORD
*
Situation du
CINEMA
SOVIETIQUE
avec dictionnaire
des réalisateurs
*
MRINAL SEN
et le cinéma indien
*
A la TV, un cycle
JEAN
COCTEAU
*
ÇA BOUGE
EN PROVINCE
et toute l'actualité
(films, livres, disques)
*
En vente partout, et
6, rue Ordener. Paris 18e

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Fédération du Val-d'Oise
P.s. et Libertés
Fête de la rose
1er juin 1980
à Saint-Gratien au parc Barrachin
Présence politique : Marcel Debarge, secrétaire national.
A partir de 14 h : groupe rock et Philippe Chatel. Stands animation toute la journée.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

29 mai
— Roger Fajardie
— Jean Poperen

5 juin
— Guy Bêche
— Pierre Bérégovoy

12 juin
— Jean-Pierre Chevènement
— Louis Mexandeau

19 juin
— Laurent Fabius
— Jean Le Garrec

26 juin
— François Mitterrand

Pour participer à ces entretiens il suffit de venir au siège du P.s. 7 bis place du Palais-Bourbon retirer à 18 h 30 les invitations du jour.

livres

Le ton Beauvoir

Refusé en 1938, "Quand prime le spirituel", de Simone de Beauvoir, vient d'être publié. Et on se demande aujourd'hui comment ce roman où Beauvoir est déjà tout entière, avec son formidable humour, a pu être considéré comme une œuvre de jeunesse

PAR MICHELLE COQUILLAT


Sygma

IL y a un style Beauvoir, clairement reconnaissable, et qui est celui de l'ironie, une ironie sombre, voire amère. Une ironie qui questionne, triture l'être et met en accusation, avec violence, le monde qui l'a façonné. Une ironie lourde de sous-entendus, qui n'a pas peur d'emprunter, pour dénoncer, la voix de ceux qu'elle fustige : l'église, la famille, la morale, les bonnes intentions, le faux intellectualisme ou l'argent. Une ironie qui est celle des « Belles images » ou de « la Femme rompue ». Une façon très aiguë de jouer le jeu « des autres » pour brusquement les lâcher, au détour d'une ignominie un peu plus grosse, parce qu'elle les fait alors se découvrir pour bousculer le lecteur qui aurait pu risquer de s'endormir tout doucement à la facilité trompeuse d'une dialectique mensongère, mais si convaincante dans sa fausseté routinière et habituelle. Le discours que l'on entend tous les jours dans « les bons milieux », mais ponctué d'une brutale fausse note où Beauvoir elle-même brusquement apparaît et détruit l'équilibre intérieur d'un système qu'elle s'était complu, comme une petite fille bien sage, à sournoisement justifier. C'est ça, « Quand prime le spirituel », c'est ça et c'est tout Simone de Beauvoir, et on se demande bien comment on peut considérer que c'est là une œuvre de jeunesse, inaboutie, ou, comme elle le dit elle-même dans sa préface : rejetée « non sans raison ».

C'est vers sa trentième année, dit-elle, qu'elle propose à l'édition ce premier roman. Donc vers 1938. On ne comprend pas le refus, d'autant moins que le style frappe, et que la pertinence de la satire est flagrante. On en peut conclure cependant que son rejet violent du monde féminin traditionnel, que son insolence à stigmatiser la mièvrerie, l'impuissance et la sottise du comportement de ses contemporaines ont gêné, parce qu'il y avait là les germes d'une véritable révolution culturelle, la mise en cause d'un mode de pensée qui ne s'était pas contenté d'abêtir les femmes, mais en avait fait des êtres cruels, voire même dangereux. Enfin, on démontait un mécanisme qui faisait qu'elles étaient « devenues femmes » et qui cessait de les donner, comme chez Balzac, Flaubert ou Bernanos, dans leur « essentielle » insignifiance ! 1938 devient alors une année faste, avec, en même temps, la publication si importante de « la Nausée » de Sartre.

« Quand prime le spirituel » est, dès son titre, marqué par la bouffonnerie. Car il y a du bouffon dans ces personnages bovariens qu'une société de mâles avisés a prudemment garées dans « le spirituel », afin que le « temporel » leur reste, qu'ils puissent s'y vautrer à leur aise pendant que les femelles sublimes s'essouflent dans de grandes attitudes et gaspillent leur vitalité et leur intelligence à chercher une impossible transcendance. Tous les personnages masculins de ce roman sont en recul, entendons que, bien que se considérant eux-mêmes comme les maîtres à penser de toutes les femmes qui les entourent (que ce soit Denis ou Pascal), le moment venu, quand il s'agirait d'entrer dans leurs vies, d'y jouer un rôle actif, il s'éloignent, comme des mirages. C'est qu'en réalité, ils sont sans consistance, veules, lâches et leur effondrement laisse le monde vide, dont ils avaient cependant cautionné un système, une organisation. Il ne reste plus alors aux femmes qu'à s'accrocher au monde artificiel qu'on leur a bâti, c'est le cas de Chantal, ou à mourir, comme Anne, épuisée par l'effort inutile qu'on lui avait demandé : sa mère, pour faire d'elle une image vendable, donc mariable ; celui qu'elle aime, Pascal, pour la transformer en pur miroir de lui-même, aussi peu encombrant que possible. Exeunt les femmes. Mais, certes, sortie bouffonne, d'autant plus que le prix à payer, c'est la tragédie, la vie défaite, le refus de l'existence. Car il y a dans « Quand prime le spirituel » beaucoup de « la Nausée ». Chantal (portrait numéro 2), c'est l'être qui refuse l'existence, dans ce qu'elle peut avoir d'imprévu, de hasardeux, de contingent, et n'a d'autre désir que de correspondre à une image. C'est agir comme l'homme, et n'avoir pas peur de briser tout ce qui peut être un obstacle au développement harmonieux de cette image, tout : choses et gens. En l'occurrence, briser une enfant, son élève : Monique, qu'elle manque à comprendre et à secourir.

Sinistre tribut que la femme qui se veut libre, comme Chantal, verse alors à la phallocratie, parce qu'il lui semble que c'est ça, agir librement et donc comme un homme : s'accrocher à une image comme à un radeau, et y rester contre vents et marées. Est-ce moins bouffon, alors, de rester femme, et que la primauté du spirituel, cessant d'être celle de l'idée, en revienne à l'éternel choix du moral et du religieux ? L'ironie de l'écrivain se fait là plus amère encore et c'est avec une espèce de délectation vengeresse qu'elle entre, avec Marcelle et Lisa, dans l'insondable domaine du masochisme féminin. Insondable, parce qu'il est à la fois, par une corrélation logique et sournoise, haine de soi et glorification de soi, goût de sa propre souffrance et désir de l'infliger aux autres. Cela est si bien inculqué aux femmes, cela fait si bien partie de leur culture, que lorsque Marcelle crie à Denis qui veut la quitter : « Je me suis dévouée à toi corps et âme », il lui répond « avec insolence » : « Je croyais que ça te faisait plutôt plaisir !»

On comprend le goût de Sartre pour Flaubert, pour le débusqueur de vieux mythes, pour l'empêcheur de tourner en rond étalant sans aménité l'univers bourgeois pour qu'en apparaissent plus grossières les ficelles, plus vides les propos, plus ignobles les desseins secrets. Que fait d'autre l'auteur de « la Nausée » lorsqu'il se complaît à exposer son Autodidacte ? C'est ainsi que procède Simone de Beauvoir, et « Quand prime le spirituel » est une espèce d'Education sentimentale féminine. Cependant, tout en excusant le tragique et le grotesque du comportement des femmes, tout en le justifiant par le terrifiant étau de leur éducation par la manière infâme dont les livres enfantins dont on les abreuve — ainsi chez Marcelle, par exemple — développent en elles le goût de la souffrance et le désir d'être dominées par un homme fort, ainsi que le sentiment du vide de leur être que seul un homme pourra combler, tout en sympathisant avec ces femmes, qu'une habile manipulation a amenées à « transformer leur connaissance en amour et en dévouement », Simone de Beauvoir ne les absout pas totalement.

Il y a en elle une révolte d'être actif devant tant de passivité et de sottise, et quand enfin, dans « Marguerite », elle parle de sa propre adolescence, le ton change. C'est avec un formidable humour, et non plus une ironie pesante et vengeresse, qu'elle évoque comment elle-même fut flouée, sa religiosité d'enfant, sa découverte de la vie, la fin de ses illusions spirituelles. Certes, elle a droit, elle aussi, au charlatanisme ambiant : rigidité morale de ces demoiselles du cours Désir, faux mysticisme, espoir que la vérité existe, qu'elle est absolue et qu'elle vous viendra d'un autre, un homme : Denis. Et cependant Marguerite s'en tire. Pourquoi ? Parce qu'elle découvre *par elle-même* la lâcheté et l'hypocrisie du monde qu'on lui a donné pour modèle. C'est que, non contente de faire comme toutes les autres et d'accepter sans vérifier, comme un tout donné et une fois pour toute acquis, un univers tout imaginé, plein de principes et inféodé à un système contre lequel on ne peut rien, dans lequel la femme est inexistante, faible, dévouée, et stupide ou morte, Marguerite s'offre le luxe *d'agir* en fonction des principes qui lui ont été donnés et d'en découvrir ainsi l'inanité et la tartufferie complète. Les magnifiques principes de Denis, qu'il se contente en vérité d'énoncer avec nonchalance, elle les met en pratique jusqu'au bout, jusqu'à la lie complète et s'en délivre enfin. C'est au moment où elle est arrivée au fond d'elle-même qu'elle prend conscience qu'elle passait à côté de la vie: « Je voyais soudain autour de moi une foule d'objets qui semblaient exister pour eux-mêmes »(p. 247).

A partir de ce moment-là, être femme n'est plus une condamnation. Comment, alors, n'avoir pas reconnu, dès cette époque, la voix d'un féminisme altier, et dont maintenant la quasi-totalité des rameaux, de ceux qui veulent dénoncer, changer, militer, finalement provient ? ●

Simone de Beauvoir : « Quand prime le spirituel » (son premier roman), chez Gallimard. 249 pages.

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIÉGOIS

LE TOUCHE-A-TOUT

Picasso disait : « Je ne cherche pas, je trouve. » Man Ray, lui, affirmait : « Je ne cherche pas, j'imagine. » Man Ray, l'américain de Philadelphie qui vint vivre à Paris au début des années vingt et fut aussitôt applaudi par les surréalistes, André Breton en tête. Man Ray, qui ne réussit jamais à vivre de sa peinture, qui fit de la photographie son véritable gagne-pain, qui passa sa vie à donner ses œuvres à ses amis et dont une toile vient de se vendre plus de trois millions de francs ! Man Ray, qui ne fut jamais ni seulement peintre ni seulement photographe. Man Ray, qui toucha à tout : collages, solarisations, assemblages, objets, etc. Man Ray : tout son parcours artistique, de 1910 à 1976, est résumé en deux cents pièces, à Paris, à la galerie Artcurial (9 avenue Matignon, 8e). On y constate que Man Ray fut et demeure le plus insolite et le plus humoristique des surréalistes. Libre à l'ouvrage, il était libre dans la vie. Un jour, quelqu'un osa lui demander : « Croyez-vous en Dieu ? ». Il répondit : « Demandez à Dieu s'il croit en moi ! »

IZIS

La photographie a perdu un de ses pionniers : Izis Bidermanas, que tout le monde appelait simplement Izis. Avec Brassaï et Doisneau, il a été un des premiers, photos à l'appui, à montrer « tout ce qu'on ne voit pas dans la réalité ». Il laisse quelques livres qui ne prendront jamais une ride : « le Monde de Chagall », « le Cirque d'Izis » et « Paris des poètes ». On s'arrache deux ouvrages, aujourd'hui introuvables, qu'il fit avec Jacques Prévert (et que Gallimard a osé rééditer récemment sans les images d'Izis !) : « Grand Bal du printemps » et « Charmes de Londres ». Dans sa présentation du « Cirque », Jacques Prévert écrivait : « La caméra d'Izis, c'est une boîte magique. Boîte de Pandore, de Robert Houdin, de Mnémosyne ou de Marie la Folle. Dès qu'il l'ouvre, cette boîte, surgissent êtres et choses qui se développent, s'épanouissent comme des fleurs de la bimbeloterie japonaise jetées dans un verre d'eau, et instantanément deviennent êtres et choses d'un immédiat autrefois. Très vite, plus tard, couchés sur le papier, ils semblent dormir, une fois le livre fermé. Mais le lecteur ouvre le livre et les réveille et les fait aller et venir, vivre à sa guise et, même s'il ne les a jamais vus, les reconnaît. » La boîte magique d'Izis reste ouverte à tous ceux qui voudront l'aimer.

CENSURES

Dimanche dernier, au Festival de Cannes, les responsables de la Quinzaine des réalisateurs ont organisé une journée « Liberté d'action et liberté d'opinion ». Dans ce cadre, les films interdits de trois cinéastes étrangers bâillonnés dans leurs pays ont été projetés : « le Signe du temps », un court métrage de Serguei Parajdanov, tourné clandestinement, où le dissident soviétique raconte sa vie quotidienne de paria depuis sa sortie du Goulag ; « Crime de Cuenra », un long métrage de Pilar Miro dont la sortie est bloquée par les autorités militaires espagnoles ; et « le Sang d'Hussein » du pakistanais Jamil Delhavi qui n'a pu être achevé qu'à Londres, après que le metteur en scène ait été retenu deux ans au Pakistan.

La censure sévit aussi en France. Et elle ne vient pas toujours d'où on l'attend... On est surpris de voir des élus communistes en user avec cynisme. Oh ! bien sûr, le maire communiste de Noisy-le-Sec, Roger Gouhier, n'a pas eu la légèreté de fermer la maison de jeunes et de la culture de sa ville ou d'y interdire toute activité. Il s'est contenté, plus insidieusement, de réduire subitement la subvention de la ville à la M.j.c. : en 1974, elle était de 100 000 F ; en 1980, elle n'est plus que de 50 000 F. Vous appelez ça comment ? Diminution ? Non, censure économique : c'est le mot approprié.

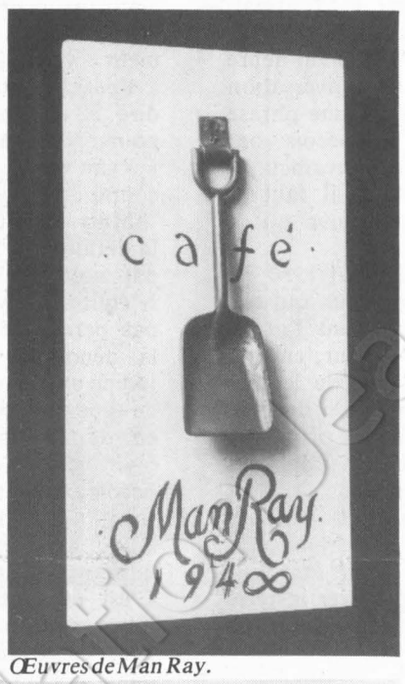
POUR COLLECTIONNEURS

Les collections de livres sont un peu comme les chasses gardées : ceux qui s'y aventurent s'approprient et le territoire et le gibier ; rien ne leur échappe. J'en connais ainsi qui possèdent tous les titres de la fameuse « Série noire » de Marcel Duhamel : près de deux mille volumes ! Et d'autres l'essentiel de « Présence du futur », la plus ancienne série de science-fiction en France. La collection fait-elle le collectionneur ? Combien de collections résistent à l'usure du temps et des modes ? Il en naît, il en meurt. Certaines s'essouflent, d'autres tiennent la distance. L'actualité récente en donne quelques exemples.

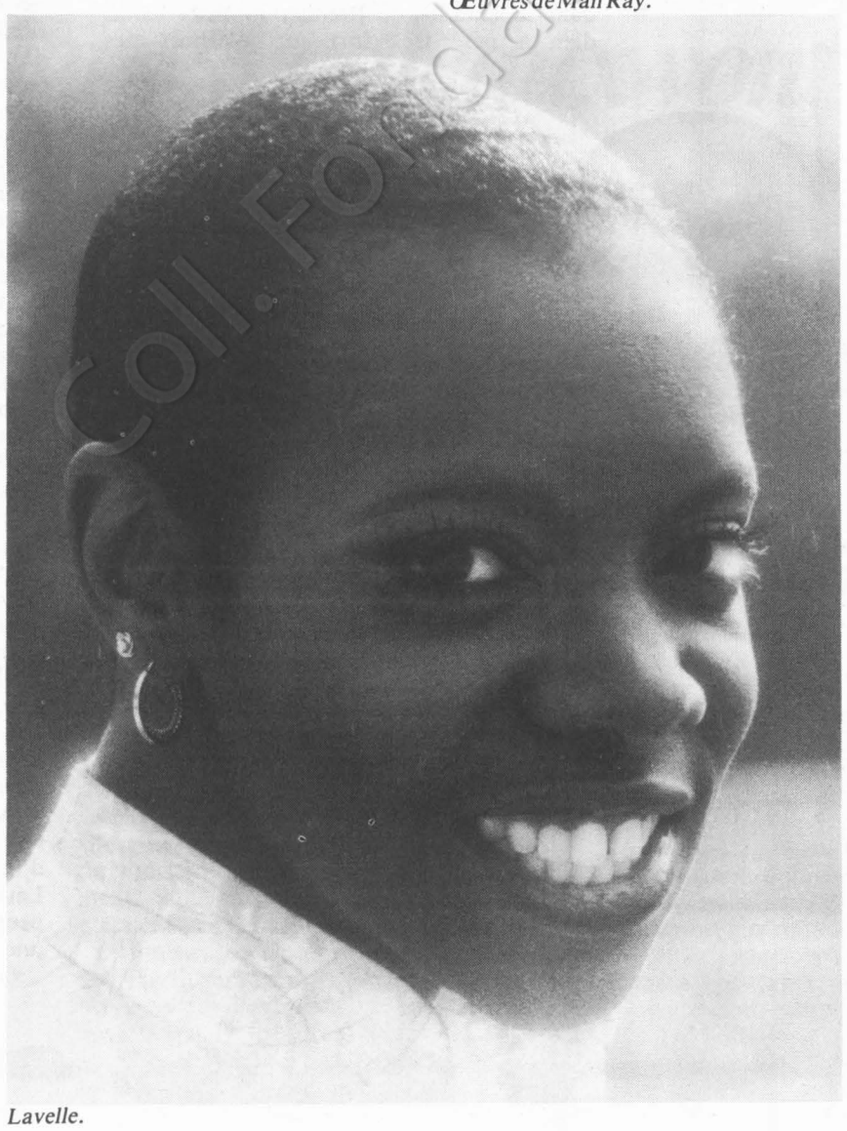
Carnet rose, d'abord. Gallimard lance une nouvelle série de poche pour les très jeunes : Folio benjamin. Une première fournée vient de sortir de chez l'imprimeur : quatorze titres, en provenance surtout d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis. Un seul titre français marquant pour l'instant : « le Dromadaire mécontent » de Jacques Prévert. Mais des œuvres de Daniel Boulanger, Eugène Guillevic, Claude Roy et Michel Tournier suivront. Les éditions Marabout, elles, se lancent dans le policier, à raison de trois romans par mois. Déjà parus : trois Léo Mallet, « Il fait toujours nuit », « le Soleil n'est pas pour nous » et « Sueur aux tripes » ; « Poursuite » de Brian Garfiels, « Flecht » de Gregory Mac Donald, « Un crime dans la tête » de Richard Condon et « Coma » de Robin Cook. Innovation aussi chez Flammarion : la collection de poche « Champs » recueille les ouvrages épuisés des « Sentiers de la création » de Skira ; on peut donc remettre la main sur « l'Empire des signes » de Roland Barthes et « les Mots dans la peinture » de Michel Butor.

Confirmations, ensuite : de jeunes collections qui se portent bien. « Le Miroir obscur », chez Néo, continue à rééditer des chefs-d'œuvre oubliés ou méconnus de la littérature policière : « Un rien de muscade » de John Collier et « la Mort en gros sabots » de John Franklin Bardin sont les derniers en date. Chez le même éditeur, « Fantastique-Science-fiction-aventures » en est déjà à sa douzième livraison : « Que sont les fantômes devenus ? », une anthologie du fantastique français d'aujourd'hui établie par Bernard Blanc. Chez Maspero, la collection « Découverte » vient de nous rendre quatre récits difficiles à trouver : « Promenades dans Rome » de Stendhal, « Relations de voyages autour du monde » de James Cook, « Histoire véridique » de Bernal Diaz del Castillo et « Le Tour de France » de Flora Tristan. Chez Gallimard la série « Récits et contes populaires » contribue à recenser les trésors de la littérature orale de nos provinces : « Berry », « Savoie » et « Flandres » viennent de rejoindre la vingtaine de volumes déjà disponibles. Quant aux œuvres littéraires importantes du passé, anciennes ou relativement récentes, elles n'en finissent plus de ressurgir dans « l'Imaginaire » (Gallimard) : « le Chat Murr » d'Hoffmann, « le Médisant par bonté » de Joé Bousquet, « Prudence Hautechaume » de Marcel Jouhandeau et « Morland Catherine » de Jane Austen.

Records de longévité, enfin. La collection « Garnier-Flammarion » de poche vient de mettre en librairie son trois-cent quarante-neuvième titre : « la Renaissance » de Gobineau. La « Petite collection Maspero » son deux cent quarante-deuxième : « Rapports » de Heinrich Böll et Gunter Wallraff. On ne compte plus les ouvrages dans la collection pour adolescents« Mille soleils », chez Gallimard : « Rob Roy » de Walter Scott vient d'y paraître. La série « Poésie-Gallimard », en poche, est sans aucun doute la plus riche des collections de poésie en France : cent trente-huit titres publiés à ce jour. Les tout derniers : « le Jardinier d'amour » de Rabindranarth Tagore, « Lyres » de Francis Ponge, « Gaspard de la nuit » d'Aloysius Bertrand, « les Disciples à Saïs » de Novalis et « le Crève-Cœur » d'Aragon.



Œuvres de Man Ray.


Lavelle.

ET ELLES CHANTENT !

Elles enregistrent, elles vont de scène en scène, elles passent à la télévision : il y a de plus en plus de femmes qui chantent. Difficile de les éviter, difficile de ne pas les entendre.

Chez les disquaires, elles arrivent en force en ce mois de mai : Eve Brenner et sa voix étrange (Pathé-Marconi CO68-14865), Michèle Bernard et son accordéon (R.c.a. PL 37377), Catherine Lara en femme nue (CBS 84 246), Francesca Solleville et son émotion (Le Chant du Monde LDX 74723), Brigitte Fontaine en duo avec Areski (Saravah-R.c.a. RSL 10181), Pauline Julien



avec un bouquet de chansons de Boris Vian (Gamma 68523). Et l'association Chanson de femme vient de réunir en un seul disque Catherine Tarrit, Tonia Le Goff, Dominique Bailly, Marie-Rézéda et Ginette Marty (Oxygène OXY 042).

Elles sont un peu partout. Catherine Ribeiro chante à La Rochelle le 27 mai et Bourg-la-Reine le 30. L'Italienne Giovanna Marini revient en France, à Paris, au Théâtre des Bouffes du Nord, du 3 au 28 juin. La soprano américaine Barbara Hendricks est à l'affiche du Théâtre de la Ville, à 18 h 30, du 27 au 31 mai. Lavelle lui succèdera, du 3 au 7 juin : elle aussi soprano, elle s'est tournée vers le jazz et la musique noire. La capitale permet, par ailleurs, en ce moment, de faire quelques découvertes : Patricia Lai est au Bec fin (6 rue Thérèse, 1er), depuis le 15 avril ; Christine Costa s'installe à La Tanière (45 bis rue de la Glacière, 13e), du 28 mai au 7 juin. C'est aussi à La Tanière qu'Yvette Théraulaz, Mélaine Favennec, Dominique Montain et Marie-Josée Vilar chanteront ensemble du 11 au 14 mai.

Le petit écran, enfin, donne à écouter cette semaine deux grandes voix : celle de Régine Crespin et celle de Teresa Rebull. Régine Crespin tient le premier rôle dans « la Grande Duchesse de Gérolstein », l'ouvrage d'Offenbach retransmis du Capitole de Toulouse par F.r.3, le samedi 24 mai à 20 h 30. La Catalane Teresa Rebull est l'invitée de sa compatriote Maria Casarès dans l'émission « Aujourd'hui Madame », sur Antenne 2, le mercredi 28 mai, à 14 heures.

ALBUMS

Le Petit Larousse illustré dit que l'album est un « cahier destiné à recevoir des dessins, des photographies ». Il est donc logique, à l'ère de l'image qui est la nôtre, de voir les albums pulluler. Encore convient-il de choisir dans ce foisonnement les cahiers qui valent d'être parcourus...

Côté photographies, l'image peut se suffire à elle-même ; c'est le cas de l'ouvrage de Bernard Lamoureux : « Aime comme Montmartre » (Abax édition). Le plus souvent, pourtant, la photographie sert à illustrer un propos. Trois exemples : l'histoire d'un objet usuel avec « la Chaussure » de Jean-Paul Roux (Atelier Hachette-Massin) ; l'analyse d'un phénomène planétaire dans « l'Imagerie politique » de Jean-Paul Gourevitch (Flammarion), qui présente et rassemble cent quinze affiches provenant de vingt-sept pays ; l'aventure d'un artiste à travers « la Peau des murs » (Limage, BP 205, 75221 Paris Cedex 05), une étude de Marie-Odile Briot et Catherine Humblot consacrée au peintre Ernest Pignon-Ernest.

Côté dessins, tous les styles sont édités. Pierre Horay consacre une collection spéciale aux « Maîtres du dessin satirique » dans laquelle, après Daumier, Doré, Posada et Caran d'Ache, il publie « Robida », un dessinateur qui fut, au XIXe siècle, un des premiers crayons de la science-fiction. Alexander Mosley Publications est une maison américaine qui s'est spécialisée dans l'importation en France du trait fantastique ; elle vient de faire paraître « l'Art fantastique de Boris Vallejo ». Mais c'est à une entreprise française, aux éditions du Cygne, que Barbe a confié la publication de « Sacré zoiseau et autres oiselles ».

En fait, les albums de dessins qui font le plus fureur sont « ceux qui parlent ». Entendez les bandes dessinées. C'est, comme toujours, aux Editions du Square et aux Humanoïdes associés qu'on trouve les nouveautés les plus intéressantes. Aux Humanoïdes : « Champakou » de Jeronaton, « Rolf » de Corben, « l'Art moderne » de Swarte et « le Repaire de Kolstov » de Ceppi. Au Square : « les Histoires du docteur Tututt » de



Caroli, « Terreur aveugle » de Willem, « Escale à Nacaro » de Autheman, « Ardeur » de Alex et Daniel Varenne, « Ballades pour un voyou » de Golo-Frank, « Ceux-là » (en deux volumes) de Andrevon et Pichard, « les Manufacturées » de Faraldo et Richard et « le Polar de Renard » de Hubert et Imbar.

FÊTES BRETONNES

La Bretagne bouge : à Rennes et à... Paris. La maison de la culture de Rennes consacre son septième Festival des Arts traditionnels aux masques. Le Centre d'art celtique (4, rue Constance, 75018 Paris) accueille une série de manifestations artistiques autour de l'exposition de Garlonn : « le Festin sur l'Ile », du 28 mai au 15 juin. Dans le même temps, Garlonn, peintre bretonne, expose aussi à la galerie d'art Ror-Volmar (6, rue de Miromesnil - 75008 Paris).

Comédiens, danseurs et musiciens masqués envahissent la M.c. de Rennes, du 28 mai au 4 juin. Ils arrivent de Zambie, de l'Inde, du Japon, de Tanzanie, de Bolivie, du Buthan, des Etats-Unis, du Brésil, d'Egypte, d'Arménie, du Laos et d'Italie. Six des spectacles présentés viennent pour la première fois en Europe. Le caractère cosmopolite du festival est accentué par la présence, jusqu'au 21 juin, de l'exposition « les Masques et leurs fonctions », qui réunit trois cents pièces en provenance de cinq continents.

Autour des œuvres de Garlonn, le Centre d'art celtique de Paris accueille des dessins de Yann Le Goarnig, des photographies de Diwezha, le spectacle d'Eve Griliquez « Chant profond de la Bretagne » (les 28 et 29 mai), la chanteuse Maripol (les 30 et 31 mai), le récital poétique de Katel Ar Skanv (les 4 et 5 juin), un concert de Bernard Benoît (du 11 au 14 juin) et des écrivains (Charles Le Quintrec, André-Georges Hamon, Morgann et Jean Markale). Une grande partie de ce Festival sera reprise cet été, du 28 juin au 8 septembre, à l'Atelier de Kertalg, à Moelan-sur-Mer, dans le Finistère.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Québec : il pleure sur Montréal

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

A Paris, nous sommes déjà le 21 mai 1980 : nuit noire. A Montréal, nous sommes encore le 20 mai : le jour se meurt. Depuis une bonne demi-heure, les résultats du référendum québécois tombent, au hasard des premiers dépouillements. Ils fournissent tous la même indication : si cela continue ainsi, René Lévesque, Premier ministre québécois, a fort peu de chances d'être mandaté par les électeurs pour aller discuter avec Pierre Elliott Trudeau, Premier ministre canadien, un statut de souveraineté-association entre le Québec et le Canada. Il est 19 h 56 à Montréal. Six heures de plus à Paris. La sentence tombe de la bouche du commentateur de la télévision canadienne : « Le non va l'emporter ; ça prend des allures de balayage. »

Envolés, les rêves ! Pour une autre fois, l'Indépendance ! La majorité du peuple québécois n'a pas suivi ses poètes. Les chiffres rendent impossible toute contestation du résultat du référendum : les Québécois ont battu tous les records de participation (84 % du corps électoral) et près de 60 % des votants ont dit non à la souveraineté-association. Bien sûr, les anglophones (20 % de la population québécoise) et les femmes ont assuré la victoire du non. Mais ils ne sont pas les seuls en cause : 55 % des francophones ont pris le parti du non. Pis : le oui dépasse à peine les 40 %, alors que René Lévesque avait gagné les élections provinciales du 15 novembre 1976 avec 41,4 % des voix. Défaite sur presque tout le territoire : seule une partie de l'Est du Québec, dans la région du Saguenay et du Lac Saint-Jean, s'est prononcée en faveur de la souveraineté-association.

Il est 21 h 32 à Montréal. René Lévesque arrive au Centre sportif Paul-Sauvé, où est installé le Comité du oui. Une salle pleine à craquer. Une assistance survoltée : des hommes et des femmes, déçus et désappointés, tous sur les nerfs. Certains pleurent, d'autres chantent. René Lévesque apparaît. Il reçoit en pleine figure une ovation d'une dizaine de minutes. Une salve déchirante. Un tonnerre poignant, plus passionnel encore que celui du jour de la victoire de novembre 1976. Bouleversé et bouleversant, René Lévesque réussit à placer quelques mots : « Mes chers amis. Si je vous ai bien compris, vous êtes en train de dire : à la prochaine fois ! » Il parle quelques instants et reprend, en chœur avec la foule, « Gens du pays », la chanson de Gilles Vigneault qui est devenue l'hymne d'un pays qui n'existe pas : le Québec. Il s'en va. Pour les militants du Parti québécois, c'est l'heure de la douleur.

Les urnes de la trouille

Qui l'aurait cru ? Lévesque battu ! Je le revois, il y a trois ans. La nuit de la Saint-Jean, le 24 juin 1977 : auréolé de sa récente victoire électorale. Il m'avait emmené avec lui, dans l'avion du gouvernement, pour aller de Québec à Montréal, des feux des plaines d'Abraham aux chansons du Stade olympique. Une demi-heure de voyage, une demi-heure de conversation ininterrompue. Et, en leitmotiv, une phrase dans sa bouche : « Les Québécois ont vaincu la peur. » Il en était convaincu. Il était convaincant. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : c'est la peur qui a vaincu les Québécois.

Le scrutin québécois du 20 mai 1980 est sorti des urnes de la trouille. Ceux qui ont gagné, les partisans du non, l'ont fait en jouant du chantage et de la terreur, en prédisant à chaque réunion électorale le pire des cataclysmes en cas de victoire du oui. Dans le genre : « Vous aimez les oranges ? Eh bien, si vous votez oui, bientôt vous n'en aurez plus. » Ou encore : « Vous n'aurez plus de pétrole, plus d'assurance sociale, plus d'indemnités de chômage. » L'homme qui a orchestré cette musique « nazillarde » n'a cessé de proférer insultes et injures pendant toute la campagne. Il s'appelle Claude Ryan. Il est leader de l'opposition au Parlement de Québec et chef du Parti libéral. Il est aussi sec et aussi triste qu'un officier de l'Armée du salut. L'échec de René Lévesque, c'est son triomphe personnel.

Il est 21 h 53. Lévesque vient tout juste de quitter les gens du Comité du oui. Ryan arrive parmi ceux du Comité du non, à l'auditorium de Verdun. L'endroit est quasiment désert. Les vainqueurs n'ont pas l'air d'avoir l'instinct grégaire ! Une sono hurlante diffuse une exécrable chanson scout. Ryan embrasse quelques dames patronesses en chapeau à plume. Et se lance aussitôt dans un discours triomphant et moralisant : la réaction dans toute son horreur, sentencieuse, prétentieuse, creuse, bête et méchante, championne en démagogie. C'est Claude Ryan à Montréal, mais ce pourrait être Ronald Reagan à San Francisco ou Jean Royer à Tours : même ton, même hargne. Et même hypocrisie, évidemment : voilà que Ryan propose le dialogue à René Lévesque, maintenant ! Ce qui fait dire à un élu québécois, connu de tous pour son sang-froid et sa courtoisie : « Ryan est le politicien le plus sale que j'ai connu de toute ma vie. »

Mais la peur explique-t-elle à elle seule la défaite des Péquistes ? La question posée par voie de référendum était-elle claire ? N'était-elle pas trop prudente et n'a-t-elle pas permis, par là-même, aux libéraux de la dénoncer comme trompeuse ? Etait-il judicieux de vouloir obtenir un consensus de type nationaliste dans une société éclatée en de multiples ethnies ? La reprise en main économique du Québec par les Québécois pouvait être un des résultats du référendum : le patronat l'a compris ; le P.q. l'a-t-il assez expliqué aux électeurs ? Lévesque avait-il prévu l'offensive de Trudeau ? C'est une interrogation d'importance : en intervenant par trois fois dans la campagne, en jetant tout son poids personnel dans la bataille, le Premier ministre canadien a pesé très fort sur le choix des « 25 % d'indécis » dénombrés par les instituts de sondage.

Que va-t-il se passer maintenant au Québec ? La « trudeaumanie » va reprendre comme au plus beau des années soixante. Trudeau va tirer les marrons du feu. Il a déjà commencé : « Bien loin d'être dépassé, le fédéralisme est la voie de l'avenir », s'est-il écrié au soir du 20 mai. Et, dans la foulée, il a proposé d'améliorer le fédéralisme en question ; tout en piégeant le Premier ministre québécois : « J'espère que M. Lévesque acceptera de collaborer à cette œuvre de renouveau. » Trudeau pourrait aller vite et convoquer une conférence constitutionnelle à Ottawa dès juillet prochain. Que peut en espérer le Québec ? Lévesque est sceptique : « ... La balle vient d'être envoyée dans le camp fédéraliste. Le peuple québécois vient de lui donner nettement une autre chance. Il appartient donc, dans les semaines et les mois qui viennent, aux fédéralistes et à M. Trudeau de mettre un contenu dans les promesses qu'ils ont faites pendant trente-cinq jours... » Ce ne serait pas la première fois, en effet, qu'un Premier ministre canadien ne tiendrait pas ses promesses envers le Québec...

Lâche soulagement

Claude Ryan, de son côté, considère qu'il est mieux placé que René Lévesque pour aller négocier un « nouveau fédéralisme » avec Pierre Elliott Trudeau. Il demande donc à Lévesque d'organiser des élections provinciales à l'automne prochain. Mais il se fourvoie peut-être : il est tout à fait possible que les Québécois, qui viennent de dire non à René Lévesque au référendum, le réélisent triomphalement Premier ministre dans quelques mois. Si c'était le cas, que deviendrait « l'option souverainiste » que Lévesque n'a pas l'intention d'abandonner ? Un autre référendum est-il envisageable ? Sinon, quelle forme peut prendre la lutte pour l'identité québécoise ? Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec et « père » du référendum, va-t-il être le bouc émissaire de la défaite ? Dans ce cas, par quoi serait remplacée la « ligne Morin » ? Autant de questions auxquelles René Lévesque et les Péquistes vont devoir donner rapidement des réponses.

Les Québécois auront-ils jamais un pays ? Pour le moment, 40 % d'entre eux le pleurent. La période de deuil passée, vont-ils se ressaisir ? Ou bien se démobiliser ? Quels seront désormais et l'attitude et le rôle des intellectuels et des artistes québécois dont le peuple n'a pas voulu emboîter le pas ? René Lévesque l'a affirmé : « Un jour le Québec aura à nouveau rendez-vous avec l'Histoire. » Mais quand ? Mais comment ? Ce flou et ces incertitudes ont fait pousser un gros « ouf ! » de soulagement aux hommes d'argent. Camille Denis, de Toronto, un des directeurs de la Chambre commerciale du Canada, a pris un air très réjoui pour susurrer : « Maintenant, le monde des affaires va avoir plus confiance en l'avenir. » Le léger sourire de Camille Denis, d'un côté. Les grosses larmes de René Lévesque, de l'autre. Les Québécois n'ont peut-être pas fait le bon choix... Y aura-t-il une « prochaine fois » ? ●



Le vainqueur : Pierre Elliott Trudeau.

Sygma

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325